



## **Eurobaromètre Standard 78 Automne 2012**

# **LES EUROPÉENS, L'UNION EUROPÉENNE ET LA CRISE**

## **RAPPORT**

Terrain : novembre 2012

Cette étude a été commandée et coordonnée par la Commission européenne,  
Direction générale Communication.

[http://ec.europa.eu/public\\_opinion/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm)

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.  
Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que les auteurs.

**Eurobaromètre Standard 78 / Automne 2012 – TNS Opinion & Social**

**Eurobaromètre Standard 78**  
**Automne 2012**

## **Les Européens, l'Union européenne et la crise**

Étude réalisée par TNS Opinion & Social à la demande de  
la Commission européenne, Direction générale Communication

Étude coordonnée par la Commission européenne,  
Direction générale Communication  
Unité « Recherche et speechwriting »

## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION .....	2
I. LA CRISE A-T-ELLE ATTEINT SON APOGÉE ? .....	4
II. L'IMPACT DE LA CRISE SUR LA SITUATION DES MÉNAGES.....	10
III. LES ACTEURS LES PLUS EFFICACES POUR FAIRE FACE À LA CRISE.....	16
Qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise ? .....	16
IV. LES MESURES À PRENDRE PAR L'UNION EUROPÉENNE .....	21
1. Les initiatives pour améliorer les performances de l'économie européenne .....	23
2. Les mesures les plus efficaces pour lutter contre la crise .....	27
V. RÉFORMER LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE ET FINANCIER ? .....	31
1. Des réformes nécessaires pour lutter contre la crise et réduire la dette publique.....	31
2. Quelles mesures pour réformer le système économique et financier .....	36
VI. L'IMPACT À VENIR DE LA CRISE SUR L'UE ET LES EUROPÉENS .....	40

## ANNEXES

Spécifications techniques

## INTRODUCTION

L'enquête Eurobaromètre Standard de l'automne 2012 a été réalisée simultanément alors que des grèves et manifestations « anti-austérité » touchaient plusieurs pays de l'Union européenne (UE) le 14 novembre 2012.

Le rapport complet de l'enquête Eurobaromètre est composé de plusieurs volumes. Le premier volume analyse les résultats des indicateurs historiques de l'étude Eurobaromètre Standard. Quatre autres volumes présentent l'opinion des Européens sur d'autres thèmes : la stratégie Europe 2020 ; la citoyenneté européenne ; les habitudes médiatiques dans l'Union européenne. Le présent volume est consacré à la crise financière et économique.

Cette enquête Eurobaromètre Standard a été conduite entre le 3 et le 18 novembre 2012 dans 34 pays ou territoires : les 27 Etats membres de l'Union européenne, les six pays candidats (la Croatie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Turquie, l'Islande, le Monténégro et la Serbie), ainsi qu'auprès de la communauté chypriote turque dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre.

La méthodologie utilisée est celle des sondages Eurobaromètre de la Direction générale Communication (Unité « Recherche et speechwriting »)<sup>1</sup>. Une note technique sur la manière de mener les interviews par les instituts du réseau de TNS Opinion & Social est annexée à ce rapport. Cette note indique également les intervalles de confiance<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> [http://ec.europa.eu/public\\_opinion/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm)

<sup>2</sup> Les tableaux de résultats sont joints en annexe. Il convient de noter que le total des pourcentages indiqué dans les tableaux de ce rapport peut dépasser 100% dans les cas où les personnes interrogées avaient la possibilité de choisir plusieurs réponses à une question.

Les abréviations utilisées dans ce rapport et leurs correspondances sont les suivantes :

ABRÉVIATIONS			
BE	Belgique	LV	Lettonie
CZ	République tchèque	LU	Luxembourg
BG	Bulgarie	HU	Hongrie
DK	Danemark	MT	Malte
DE	Allemagne	NL	Pays-Bas
EE	Estonie	AT	Autriche
EL	Grèce	PL	Pologne
ES	Espagne	PT	Portugal
FR	France	RO	Roumanie
IE	Irlande	SI	Slovénie
IT	Italie	SK	Slovaquie
CY	République de Chypre***	FI	Finlande
LT	Lituanie	SE	Suède
		UK	Royaume-Uni
CY (tcc)	Communauté chypriote turque		
HR	Croatie	UE27	Union européenne – moyenne pondérée pour les 27 Etats membres
TR	Turquie		
MK	Ancienne République yougoslave de Macédoine ****	UE15	BE, IT, FR, DE, LU, NL, DK, UK, IE, PT, ES, EL, AT, SE, FI*
IS	Islande	NEM12	BG, CZ, EE, CY, LT, LV, MT, HU, PL, RO, SI, SK**
ME	Monténégro	Zone euro	BE, FR, IT, LU, DE, AT, ES, PT, IE, NL, FI, EL, EE, SI, CY, MT, SK
		Hors-zone euro	BG, CZ, DK, LV, LT, HU, PL, RO, SE, UK
RS	Serbie		

\* UE15 fait référence aux 15 pays formant l'Union européenne avant les élargissements de 2004 et 2007

\*\* Les NEM12 sont les 12 "nouveaux Etats membres" qui ont rejoint l'Union européenne lors des élargissements de 2004 et 2007

\*\*\* Chypre dans son ensemble est l'un des 27 Etats membres de l'Union européenne. Toutefois, l'« acquis communautaire » est suspendu dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre. Pour des raisons pratiques, seuls les entretiens réalisés dans la partie du pays contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont repris dans la catégorie « CY » et compris dans la moyenne de l'UE27. Les entretiens réalisés dans la partie du pays non contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont repris dans la catégorie « CY(tcc) » [tcc : communauté chypriote turque]

\*\*\*\* Abréviation provisoire ne préjugant pas de la nomenclature définitive de ce pays qui sera convenue après la conclusion de négociations actuellement en cours aux Nations unies

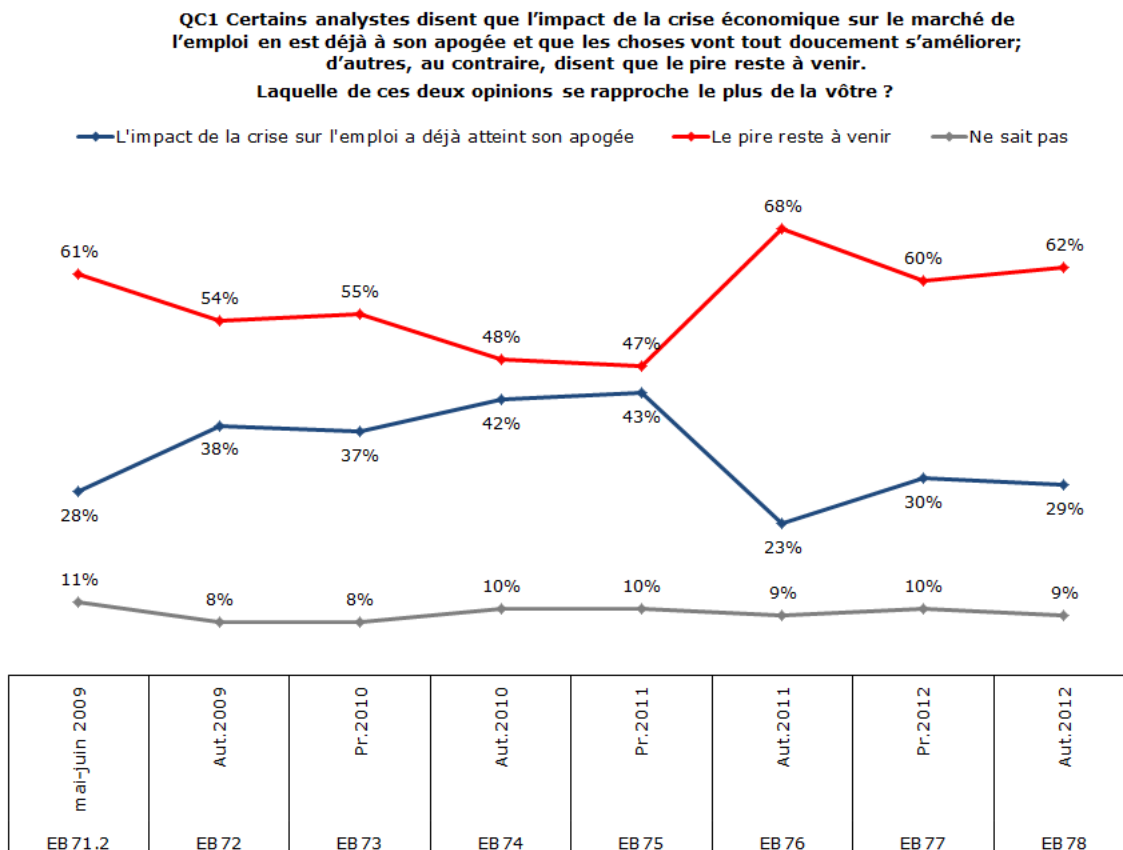
\* \* \* \* \*

*Nous tenons à remercier toutes les personnes interrogées à travers l'Europe  
qui ont pris le temps de participer à ce sondage.*

*Sans leur participation active, cette enquête n'aurait pas été possible.*

## I. LA CRISE A-T-ELLE ATTEINT SON APOGÉE ?

Après avoir enregistré une hausse spectaculaire de 21 points entre le printemps et l'automne 2011 (68%), **le pessimisme** concernant l'impact de la crise sur l'emploi était resté à un niveau élevé mais avait malgré tout perdu huit points au printemps 2012 (60%). Six mois plus tard, **il augmente à nouveau légèrement et atteint 62%<sup>3</sup>, un niveau proche de celui enregistré la première fois que cette question avait été posée en mai-juin 2009.** Parallèlement, les personnes interrogées qui envisagent l'avenir avec davantage d'optimisme représentent 29% (-1 point) des Européens.



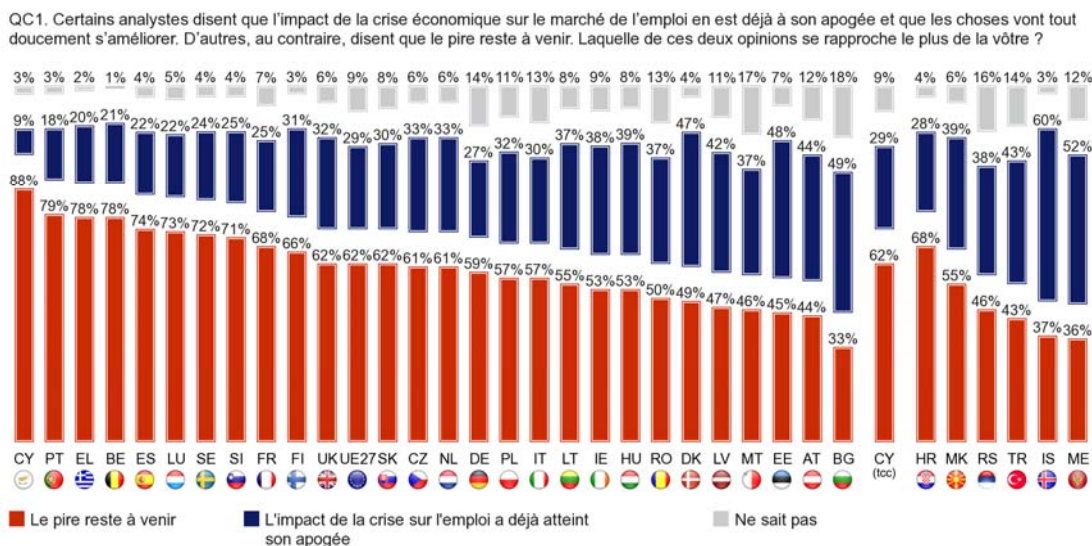
On remarque une différence notable de dix points entre les opinions pessimistes qui s'expriment dans les pays UE15 (64%) et dans les pays NEM12 (54%).

<sup>3</sup> QC1 Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ? L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée ; Le pire reste à venir

L'opinion selon laquelle l'impact de la crise sur l'emploi est surtout à redouter pour l'avenir est très largement partagée au sein de l'Union européenne : elle est nettement majoritaire dans 22 des 27 Etats membres. Seules les personnes interrogées en Bulgarie (49% estiment que la crise a atteint son apogée, pour 33% qui pensent le contraire) et en Estonie (respectivement 48% et 45%) sont majoritairement d'un avis contraire.

Dans trois Etats membres, l'opinion est beaucoup plus nuancée : en Autriche (44% d'opinion pessimiste et 44% d'opinion optimiste), au Danemark (respectivement 49% et 47%) et en Lettonie (47% et 42%). Au sein des pays candidats, trois expriment davantage leur pessimisme : la Croatie (68%, pour 28% d'optimistes), l'ancienne République yougoslave de Macédoine (55%, pour 39%) et dans une moindre mesure la Serbie (46%, pour 38%). Inversement, deux autres pays sont plus optimistes à l'égard de l'impact de la crise. C'est avant tout le cas de l'Islande (60% d'opinion optimiste, pour 37% d'opinion pessimiste), mais aussi du Monténégro (52%, pour 36%). L'opinion en Turquie est en revanche parfaitement partagée (43% pour chacune des deux réponses).



































Les Etats membres dont les citoyens témoignent le plus fortement de leur pessimisme sont Chypre (88%), le Portugal (79%), la Grèce et la Belgique (78% chacun), ainsi que l'Espagne (74%).



Ce degré de pessimisme (UE27 62%, +2 points) est non seulement présent dans la grande majorité des pays membres de l'Union européenne, mais il a surtout augmenté dans 19 d'entre eux, depuis l'enquête Eurobaromètre du printemps 2012. Notons quelques hausses importantes, comme en Suède (72%, +14 points), en Belgique (78%, +13 points), en Slovaquie (62%, +13 points) et à Chypre (88%, +11 points). Cette augmentation est aussi observée dans deux pays candidats: en Turquie (43%, +12 points) et en Croatie (68%, +6 points).

A contrario, sept Etats membres (ainsi que quatre pays candidats) enregistrent une baisse du pessimisme de leurs citoyens. Elle est surtout marquée au Royaume-Uni (62%, -11 points) et à Malte (46%, -10 points). L'Autriche est le seul pays dont la proportion de réponses « pessimistes » reste stable (44%). Des résultats qui montrent, une nouvelle fois, une grande disparité des situations au sein de l'Union européenne.



































QC1 Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

		Le pire reste à venir	Diff. Aut.2012 - Pr.2012	L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée	Diff. Aut.2012 - Pr.2012	Ne sait pas	Diff. Aut.2012 - Pr.2012
	UE27	62%	<b>+2</b>	29%	<b>-1</b>	9%	<b>-1</b>
	UE15	64%	<b>+1</b>	28%	=	8%	<b>-1</b>
	NEM12	54%	<b>+4</b>	35%	<b>-3</b>	11%	<b>-1</b>
	Zone euro	64%	<b>+3</b>	27%	<b>-2</b>	9%	<b>-1</b>
	Hors-zone euro	58%	=	34%	<b>+2</b>	8%	<b>-2</b>
	SE	72%	<b>+14</b>	24%	<b>-13</b>	4%	<b>-1</b>
	BE	78%	<b>+13</b>	21%	<b>-11</b>	1%	<b>-2</b>
	SK	62%	<b>+13</b>	30%	<b>-15</b>	8%	<b>+2</b>
	CY	88%	<b>+11</b>	9%	<b>-8</b>	3%	<b>-3</b>
	FR	68%	<b>+9</b>	25%	<b>-7</b>	7%	<b>-2</b>
	RO	50%	<b>+8</b>	37%	<b>-5</b>	13%	<b>-3</b>
	CZ	61%	<b>+7</b>	33%	<b>-7</b>	6%	=
	LU	73%	<b>+6</b>	22%	<b>-6</b>	5%	=
	DE	59%	<b>+5</b>	27%	<b>-5</b>	14%	=
	DK	49%	<b>+4</b>	47%	<b>-4</b>	4%	=
	PL	57%	<b>+4</b>	32%	=	11%	<b>-4</b>
	SI	71%	<b>+4</b>	25%	<b>-4</b>	4%	=
	FI	66%	<b>+4</b>	31%	<b>-2</b>	3%	<b>-2</b>
	ES	74%	<b>+2</b>	22%	<b>-1</b>	4%	<b>-1</b>
	LT	55%	<b>+2</b>	37%	<b>-1</b>	8%	<b>-1</b>
	EE	45%	<b>+1</b>	48%	<b>-2</b>	7%	<b>+1</b>
	EL	78%	<b>+1</b>	20%	=	2%	<b>-1</b>
	NL	61%	<b>+1</b>	33%	<b>-1</b>	6%	=
	PT	79%	<b>+1</b>	18%	<b>+2</b>	3%	<b>-3</b>
	AT	44%	=	44%	<b>+1</b>	12%	<b>-1</b>
	HU	53%	<b>-1</b>	39%	=	8%	<b>+1</b>
	LV	47%	<b>-2</b>	42%	<b>+1</b>	11%	<b>+1</b>
	IT	57%	<b>-5</b>	30%	<b>+5</b>	13%	=
	BG	33%	<b>-7</b>	49%	<b>+7</b>	18%	=
	IE	53%	<b>-7</b>	38%	<b>+4</b>	9%	<b>+3</b>
	MT	46%	<b>-10</b>	37%	<b>+6</b>	17%	<b>+4</b>
	UK	62%	<b>-11</b>	32%	<b>+10</b>	6%	<b>+1</b>
	CY (tcc)	62%	<b>-2</b>	29%	<b>+1</b>	9%	<b>+1</b>
	TR	43%	<b>+12</b>	43%	<b>-8</b>	14%	<b>-4</b>
	HR	68%	<b>+6</b>	28%	<b>-5</b>	4%	<b>-1</b>
	ME	36%	<b>-1</b>	52%	<b>-1</b>	12%	<b>+2</b>
	RS	46%	<b>-1</b>	38%	<b>-1</b>	16%	<b>+2</b>
	IS	37%	<b>-2</b>	60%	<b>+1</b>	3%	<b>+1</b>
	MK	55%	<b>-5</b>	39%	<b>+3</b>	6%	<b>+2</b>







Si l'on compare les résultats de cette dernière enquête avec ceux enregistrés la première fois, au printemps 2009, dans l'enquête Eurobaromètre 71, on observe que l'opinion pessimiste a augmenté dans 11 Etats membres. C'est en particulier le cas au Portugal (79%, +23 points), en Suède (72%, +20 points), en Espagne (74%, +17 points) et à Chypre (88%, +15 points). C'est en Lettonie et en Estonie que la proportion de personnes pessimistes a le plus diminué, avec respectivement 47% (-35 points) et 45% (-31 points).

QC1 Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

		Le pire reste à venir	Diff. Aut.2012-mai-juin 2009	L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée	Diff. Aut.2012-mai-juin 2009	Ne sait pas	Diff. Aut.2012-mai-juin 2009
	UE27	62%	<b>+1</b>	29%	<b>+1</b>	9%	<b>-2</b>
	UE15	64%	<b>+2</b>	28%	<b>-1</b>	8%	<b>-1</b>
	NEM12	54%	<b>-4</b>	35%	<b>+10</b>	11%	<b>-6</b>
	Zone euro	64%	<b>+2</b>	27%	<b>-1</b>	9%	<b>-1</b>
	Hors-zone euro	58%	<b>-1</b>	34%	<b>+5</b>	8%	<b>-4</b>
	PT	79%	<b>+23</b>	18%	<b>-5</b>	3%	<b>-18</b>
	SE	72%	<b>+20</b>	24%	<b>-21</b>	4%	<b>+1</b>
	ES	74%	<b>+17</b>	22%	<b>-13</b>	4%	<b>-4</b>
	CY	88%	<b>+15</b>	9%	<b>-10</b>	3%	<b>-5</b>
	BE	78%	<b>+9</b>	21%	<b>-5</b>	1%	<b>-4</b>
	EL	78%	<b>+9</b>	20%	<b>-8</b>	2%	<b>-1</b>
	IT	57%	<b>+8</b>	30%	<b>-5</b>	13%	<b>-3</b>
	PL	57%	<b>+7</b>	32%	<b>-1</b>	11%	<b>-6</b>
	SI	71%	<b>+3</b>	25%	<b>-1</b>	4%	<b>-2</b>
	FI	66%	<b>+1</b>	31%	<b>-1</b>	3%	<b>=</b>
	FR	68%	<b>+1</b>	25%	<b>=</b>	7%	<b>-1</b>
	LU	73%	<b>=</b>	22%	<b>+2</b>	5%	<b>-2</b>
	NL	61%	<b>=</b>	33%	<b>=</b>	6%	<b>=</b>
	UK	62%	<b>-1</b>	32%	<b>+1</b>	6%	<b>=</b>
	CZ	61%	<b>-3</b>	33%	<b>+4</b>	6%	<b>-1</b>
	SK	62%	<b>-4</b>	30%	<b>+7</b>	8%	<b>-3</b>
	AT	44%	<b>-7</b>	44%	<b>+12</b>	12%	<b>-5</b>
	RO	50%	<b>-8</b>	37%	<b>+18</b>	13%	<b>-10</b>
	DK	49%	<b>-9</b>	47%	<b>+11</b>	4%	<b>-2</b>
	MT	46%	<b>-9</b>	37%	<b>+7</b>	17%	<b>+2</b>
	DE	59%	<b>-10</b>	27%	<b>+6</b>	14%	<b>+4</b>
	HU	53%	<b>-13</b>	39%	<b>+14</b>	8%	<b>-1</b>
	IE	53%	<b>-13</b>	38%	<b>+17</b>	9%	<b>-4</b>
	BG	33%	<b>-17</b>	49%	<b>+33</b>	18%	<b>-16</b>
	LT	55%	<b>-19</b>	37%	<b>+19</b>	8%	<b>=</b>
	EE	45%	<b>-31</b>	48%	<b>+28</b>	7%	<b>+3</b>
	LV	47%	<b>-35</b>	42%	<b>+29</b>	11%	<b>+6</b>
	CY (tcc)	62%	<b>NA</b>	29%	<b>NA</b>	9%	<b>NA</b>
	TR	43%	<b>-2</b>	43%	<b>+4</b>	14%	<b>-2</b>
	HR	68%	<b>-5</b>	28%	<b>+15</b>	4%	<b>-10</b>
	MK	55%	<b>-9</b>	39%	<b>+14</b>	6%	<b>-5</b>
	IS	37%	<b>NA</b>	60%	<b>NA</b>	3%	<b>NA</b>
	ME	36%	<b>NA</b>	52%	<b>NA</b>	12%	<b>NA</b>
	RS	46%	<b>NA</b>	38%	<b>NA</b>	16%	<b>NA</b>

**Le pessimisme des Européens à l'égard de l'impact que la crise peut avoir sur l'emploi est globalement partagé par toutes les catégories de la population.** Néanmoins, on distingue quelques différences, notamment en matière de classe d'âge. Les personnes de 40 ans et plus expriment ainsi ce sentiment à 64%, pour 56% des 15-24 ans. C'est également le cas des moins favorisés : 67% des moins diplômés font montre d'un pessimisme marqué, pour 61% des plus diplômés. Il en va de même des chômeurs (67%) et des indépendants (65%), pour 56% des cadres, mais également des personnes qui considèrent que la mondialisation n'est pas une opportunité (72%, pour 56% qui pensent le contraire).














**QC1 Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?**

	Le pire reste à venir	L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée	Ne sait pas
UE27	62%	29%	9%
 <b>Sexe</b>			
Homme	62%	30%	8%
Femme	62%	29%	9%
 <b>Age</b>			
15-24	56%	34%	10%
25-39	61%	31%	8%
40-54	64%	29%	7%
55 +	64%	26%	10%
 <b>Age de fin d'études</b>			
15-	67%	23%	10%
16-19	63%	29%	8%
20+	61%	32%	7%
Toujours étudiant	52%	39%	9%
 <b>Catégorie socioprofessionnelle</b>			
Indépendants	65%	28%	7%
Cadres	56%	37%	7%
Autres employés	59%	33%	8%
Ouvriers	64%	28%	8%
Hommes/femmes au foyer	65%	24%	11%
Chômeurs	67%	25%	8%
Retraités	64%	26%	10%
Etudiants	52%	39%	9%
<b>La mondialisation est une opportunité</b>			
D'accord	56%	37%	7%
Pas d'accord	72%	21%	7%

Voici également les résultats présentés par critères sociodémographiques dans les six plus grands pays de l'UE, ainsi que dans trois pays particulièrement affectés par la crise économique et financière.

**QC1 Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?**

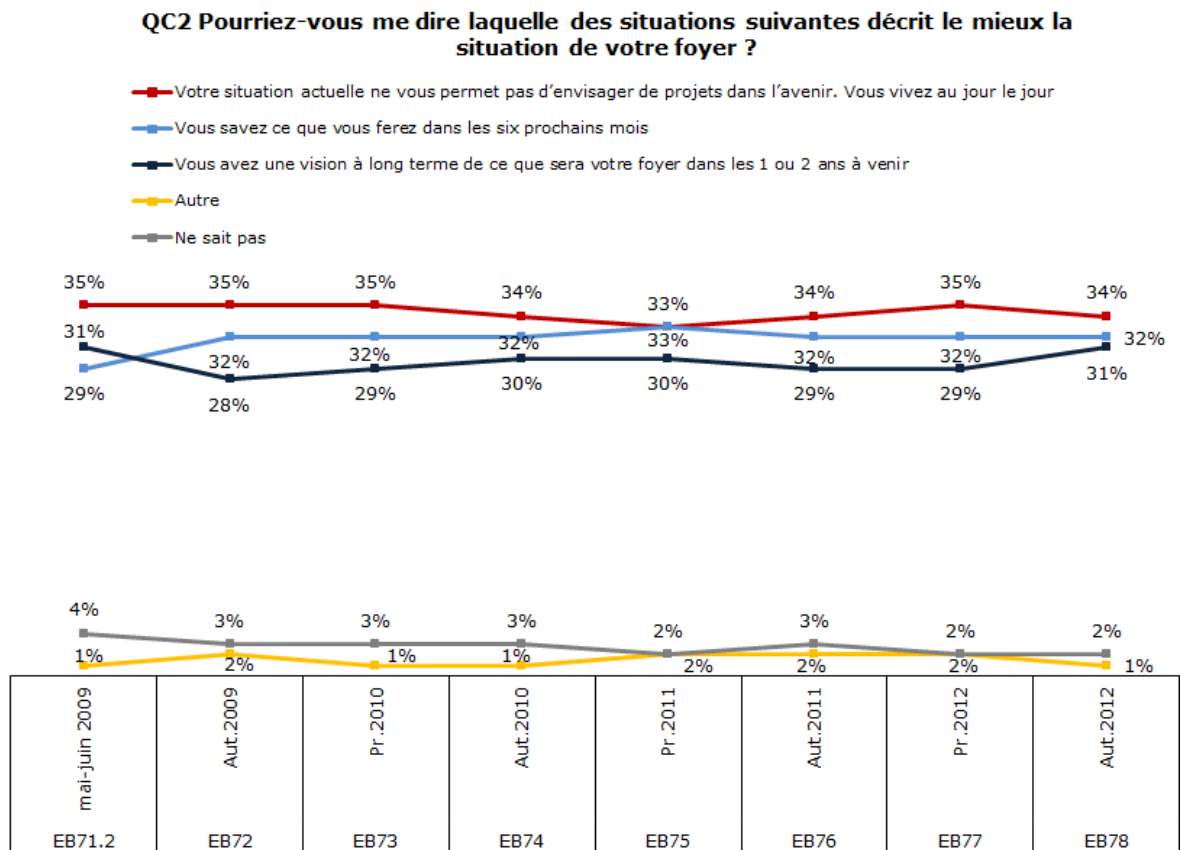
**Le pire reste à venir**

	DE	ES	FR	IT	PL	UK	EL	PT	IE
									
 <b>Sexe</b>									
Homme	62%	77%	68%	56%	52%	60%	76%	78%	53%
Femme	57%	72%	69%	58%	62%	65%	81%	80%	54%
 <b>Age</b>									
15-24	53%	74%	68%	49%	49%	57%	65%	79%	50%
25-39	56%	82%	69%	57%	47%	62%	83%	82%	53%
40-54	61%	75%	72%	53%	63%	65%	79%	78%	61%
55 +	62%	68%	66%	62%	66%	63%	81%	78%	50%
 <b>Age de fin d'étude</b>									
15-	62%	70%	71%	64%	69%	69%	83%	80%	60%
16-19	58%	75%	73%	57%	62%	65%	80%	79%	61%
20+	63%	81%	63%	50%	53%	54%	78%	72%	45%
Etudiants	49%	75%	63%	45%	45%	47%	67%	81%	45%
 <b>Catégorie socioprofessionnelle</b>									
Indépendants	69%	78%	86%	57%	56%	72%	78%	75%	35%
Cadres	53%	88%	59%	50%	53%	55%	66%	77%	39%
Autres employés	61%	81%	72%	52%	49%	60%	81%	77%	55%
Ouvriers	59%	75%	75%	54%	55%	64%	84%	80%	57%
Hommes/ femmes au foyer	58%	71%	71%	64%	55%	73%	80%	74%	61%
Chômeurs	66%	76%	66%	63%	62%	62%	81%	84%	66%
Retraités	62%	68%	65%	65%	67%	64%	82%	78%	59%
Etudiants	49%	75%	63%	45%	45%	47%	67%	81%	45%

## II. L'IMPACT DE LA CRISE SUR LA SITUATION DES MÉNAGES

A l'inverse de la question précédente sur la perception d'une possible sortie de crise, (pour laquelle l'évolution est marquée au cours de la période depuis l'enquête Eurobaromètre de mai-juin 2009), celle concernant la situation des ménages demeure très stable. Ainsi, à l'instar de ce que l'on observait déjà dans les enquêtes précédentes, **l'opinion des personnes interrogées reste très partagée s'agissant de l'impact direct de la crise sur leur foyer**<sup>4</sup>.

Les résultats sont en effet très semblables à ceux de l'enquête Eurobaromètre du printemps 2012 : **plus du tiers des personnes interrogées (34%, -1 point) estime que leur situation actuelle ne leur permet pas de faire de projets d'avenir**, tandis que 32% (stable) se projettent dans les six mois et que 31% (+2 points) parviennent à envisager ce que ce sera leur foyer à plus long terme (dans un ou deux ans).



<sup>4</sup> QC2 Pourriez-vous me dire laquelle des situations suivantes décrit le mieux la situation de votre foyer ? Votre situation actuelle ne vous permet pas d'envisager de projets dans l'avenir. Vous vivez au jour le jour ; vous savez ce que vous ferez dans les six prochains mois ; Vous avez une vision à long terme de ce que sera votre foyer dans les 1 ou 2 ans à venir ; Autre

Quelques différences frappantes apparaissent néanmoins selon les pays. C'est notamment le cas entre les personnes interrogées dans les pays UE15 et celles interrogées dans les pays NEM12. Les premières sont en effet beaucoup plus nombreuses à se projeter dans un ou deux ans (35%, pour seulement 15% des secondes). Réciproquement, elles sont moins nombreuses à déclarer vivre au jour le jour (32%, pour 43%) et même à se projeter à moyen terme (30%, pour 39%).

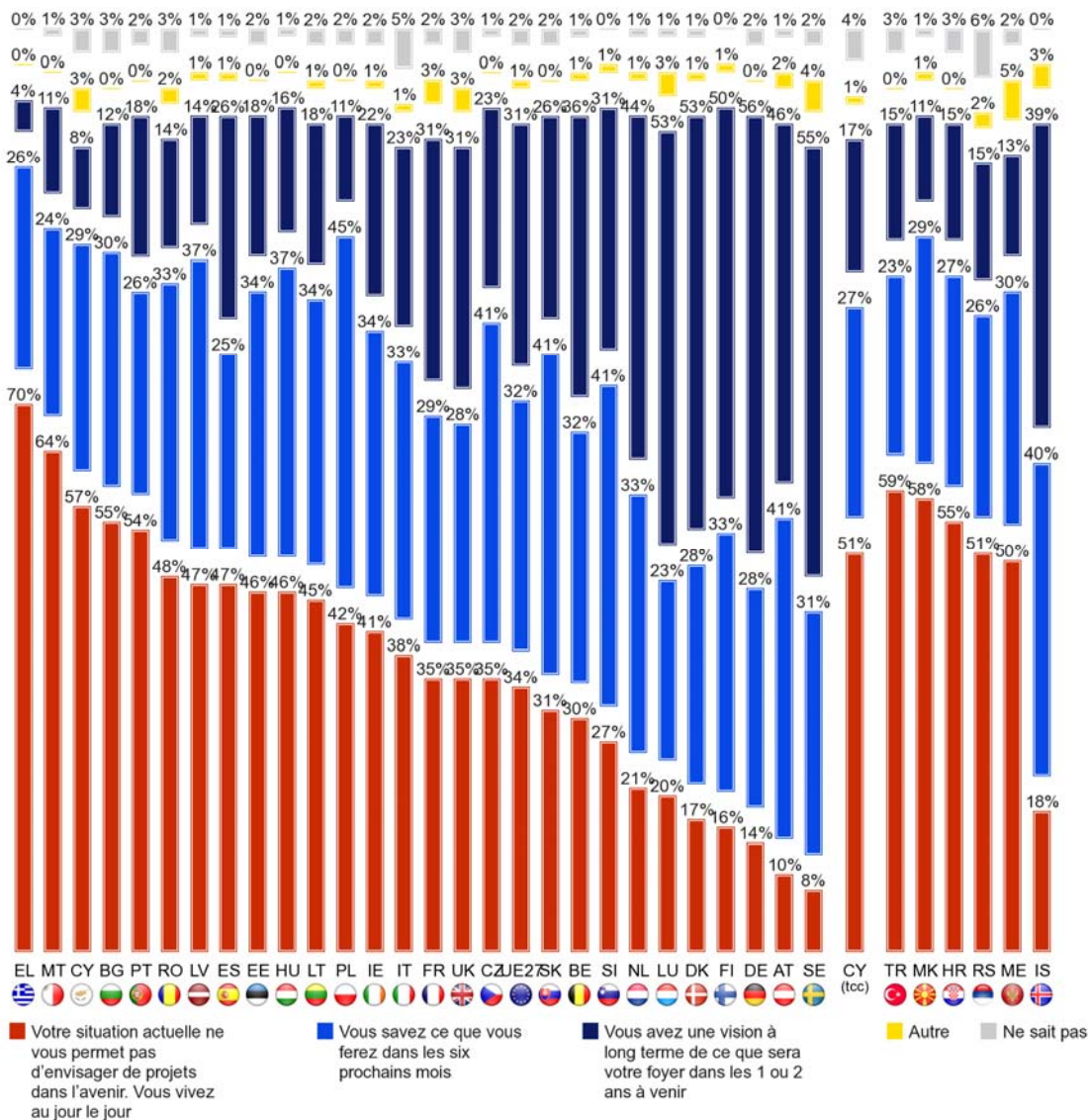
De même, les personnes interrogées au sein de la zone euro envisagent plus facilement leur foyer à long terme (35%) par rapport à celles qui résident en dehors de la zone euro (24%).

**L'affirmation selon laquelle le foyer vit « au jour le jour » (UE27 34%) concerne une majorité absolue dans cinq Etats membres :** en Grèce (70%), à Malte (64%), à Chypre (57%), en Bulgarie (55%) et au Portugal (54%), ainsi que dans la communauté chypriote turque (51%). On observe également cette tendance dans cinq des six pays candidats: en Turquie (59%), dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (58%), en Croatie (55%), en Serbie (51%) et au Monténégro (50%), pour seulement 18% des personnes interrogées en Islande.

**Les personnes qui parviennent à envisager l'avenir à moyen terme, dans les six prochains mois (UE27 32%)** se trouvent essentiellement en Pologne (45%), ainsi qu'en Slovénie, en Slovaquie, en République tchèque et en Autriche (41% chacun).



































Les effets de la crise semblent moins se faire sentir dans les Etats membres situés au nord de l'Union européenne. C'est en effet en Allemagne (56%), en Suède (55%), au Luxembourg et au Danemark (53% chacun), ainsi qu'en Finlande (50%) qu'elles **déclarent avoir plus volontiers une vision à long terme de leur foyer (UE27 31%)**.

QC2. Pourriez-vous me dire laquelle des situations suivantes décrit le mieux la situation de votre foyer ?



« Vivre au jour le jour » est une situation qui semble plus répandue à l'automne 2012 qu'au printemps dans 11 Etats membres et trois pays candidats. C'est surtout le cas en Belgique (30%, +5 points) et aux Pays-Bas (21%, +5 points) ; ainsi qu'en Turquie (59%, +10 points) et en Croatie (55%, +6 points). A l'inverse, c'est moins le cas en Hongrie (46%, -8 points) et en Irlande (41%, -6 points).

QC2 Pourriez-vous me dire laquelle des situations suivantes décrit le mieux la situation de votre foyer ?

	Votre situation actuelle ne vous permet pas d'envisager de projets dans l'avenir. Vous vivez au jour le jour	Diff. Aut.2012 - Pr.2012	Vous savez ce que vous ferez dans les six prochains mois	Diff. Aut.2012 - Pr.2012	Vous avez une vision à long terme de ce que sera votre foyer dans les 1 ou 2 ans à venir	Diff. Aut.2012 - Pr.2012	Autre	Diff. Aut.2012 - Pr.2012	Ne sait pas	Diff. Aut.2012 - Pr.2012
 UE27	34%	<b>-1</b>	32%	=	31%	<b>+2</b>	1%	<b>-1</b>	2%	=
UE15	32%	<b>-1</b>	30%	=	35%	<b>+2</b>	1%	<b>-1</b>	2%	=
NEM12	43%	<b>+1</b>	39%	<b>+1</b>	15%	=	1%	=	2%	<b>-2</b>
Zone euro	32%	<b>-2</b>	30%	=	35%	<b>+3</b>	1%	<b>-1</b>	2%	=
Hors-zone euro	38%	=	34%	=	24%	=	1%	=	3%	=
 BE	30%	<b>+5</b>	32%	<b>-1</b>	36%	<b>-3</b>	1%	<b>-1</b>	1%	=
 NL	21%	<b>+5</b>	33%	<b>+2</b>	44%	<b>-6</b>	1%	=	1%	<b>-1</b>
 PL	42%	<b>+3</b>	45%	<b>+1</b>	11%	<b>-1</b>	0%	=	2%	<b>-3</b>
 SK	31%	<b>+3</b>	41%	<b>-4</b>	26%	=	0%	=	2%	<b>+1</b>
 CZ	35%	<b>+2</b>	41%	<b>+1</b>	23%	<b>-2</b>	0%	=	1%	<b>-1</b>
 EL	70%	<b>+2</b>	26%	=	4%	<b>-2</b>	0%	=	0%	=
 CY	57%	<b>+2</b>	29%	<b>+1</b>	8%	<b>-5</b>	3%	<b>+1</b>	3%	<b>+1</b>
 RO	48%	<b>+2</b>	33%	<b>+1</b>	14%	=	2%	=	3%	<b>-3</b>
 BG	55%	<b>+1</b>	30%	<b>-2</b>	12%	<b>+1</b>	0%	<b>-1</b>	3%	<b>+1</b>
 EE	46%	<b>+1</b>	34%	<b>-1</b>	18%	=	0%	=	2%	=
 PT	54%	<b>+1</b>	26%	<b>-3</b>	18%	<b>+4</b>	0%	=	2%	<b>-2</b>
 LU	20%	=	23%	<b>-4</b>	53%	<b>+2</b>	3%	<b>+3</b>	1%	<b>-1</b>
 DK	17%	<b>-1</b>	28%	<b>-2</b>	53%	<b>+3</b>	1%	<b>-1</b>	1%	<b>+1</b>
 AT	10%	<b>-1</b>	41%	<b>+1</b>	46%	<b>-1</b>	2%	=	1%	<b>+1</b>
 SI	27%	<b>-1</b>	41%	<b>+2</b>	31%	<b>+1</b>	1%	<b>-1</b>	0%	<b>-1</b>
 SE	8%	<b>-1</b>	31%	<b>-3</b>	55%	<b>+1</b>	4%	<b>+1</b>	2%	<b>+2</b>
 DE	14%	<b>-2</b>	28%	<b>-5</b>	56%	<b>+6</b>	0%	=	2%	<b>+1</b>
 ES	47%	<b>-2</b>	25%	<b>+2</b>	26%	=	1%	=	1%	=
 LV	47%	<b>-2</b>	37%	<b>-1</b>	14%	<b>+2</b>	1%	<b>+1</b>	1%	=
 UK	35%	<b>-2</b>	28%	=	31%	=	3%	<b>+1</b>	3%	<b>+1</b>
 FR	35%	<b>-3</b>	29%	=	31%	<b>+4</b>	3%	<b>-1</b>	2%	=
 IT	38%	<b>-3</b>	33%	=	23%	<b>+4</b>	1%	<b>-1</b>	5%	=
 LT	45%	<b>-3</b>	34%	<b>+1</b>	18%	<b>+3</b>	1%	<b>-1</b>	2%	=
 MT	64%	<b>-3</b>	24%	=	11%	<b>+3</b>	0%	=	1%	=
 FI	16%	<b>-3</b>	33%	=	50%	<b>+3</b>	1%	=	0%	=
 IE	41%	<b>-6</b>	34%	<b>+6</b>	22%	<b>-1</b>	1%	<b>+1</b>	2%	=
 HU	46%	<b>-8</b>	37%	<b>+7</b>	16%	<b>+3</b>	0%	<b>-1</b>	1%	<b>-1</b>
CY (tcc)	51%	<b>-6</b>	27%	<b>+8</b>	17%	<b>+1</b>	1%	<b>-1</b>	4%	<b>-2</b>
 TR	59%	<b>+10</b>	23%	<b>-6</b>	15%	<b>-1</b>	0%	=	3%	<b>-3</b>
 HR	55%	<b>+6</b>	27%	<b>-5</b>	15%	<b>-1</b>	0%	<b>-1</b>	3%	<b>+1</b>
 ME	50%	<b>+1</b>	30%	<b>-1</b>	13%	=	5%	<b>+2</b>	2%	<b>-2</b>
 MK	58%	<b>-1</b>	29%	<b>+1</b>	11%	=	1%	<b>+1</b>	1%	<b>-1</b>
 RS	51%	<b>-2</b>	26%	<b>-4</b>	15%	<b>+4</b>	2%	<b>+1</b>	6%	<b>+1</b>
 IS	18%	<b>-4</b>	40%	<b>+2</b>	39%	<b>+2</b>	3%	=	0%	=

Les personnes les plus fragiles socialement sont, assez logiquement, celles qui éprouvent le plus de difficultés à se projeter dans l'avenir, et qui sont le plus contraintes de vivre au jour le jour. Il en est ainsi des chômeurs (69%, pour 12% des cadres), des moins diplômés (46%, pour 23% des plus diplômés) ou encore des personnes qui ont la plupart du temps des difficultés à payer leurs factures (75%, pour 20% de celles qui n'en ont pratiquement jamais). Les personnes divorcées ou veuves déclarent également plus souvent vivre au jour le jour (47%, pour 30% des célibataires vivant en couple). Enfin, c'est aussi le cas de 39% des personnes qui ne considèrent pas la mondialisation comme une opportunité (pour 27% de celles qui pensent le contraire) ou encore de 39% des personnes les plus pessimistes quant à l'impact de la crise sur l'emploi (pour 26% de celles qui pensent que le pire est derrière nous).

QC2 Pourriez-vous me dire laquelle des situations suivantes décrit le mieux la situation de votre foyer ?














	Votre situation actuelle ne vous permet pas d'envisager de projets dans l'avenir. Vous vivez au jour le jour	Vous savez ce que vous ferez dans les six prochains mois	Vous avez une vision à long terme de ce que sera votre foyer dans les 1 ou 2 ans à venir	Autre	Ne sait pas
UE27	34%	32%	31%	1%	2%
<b>Sexe</b>					
Homme	32%	32%	33%	1%	2%
Femme	36%	31%	30%	1%	2%
<b>Age</b>					
15-24	28%	37%	29%	2%	4%
25-39	36%	34%	27%	1%	2%
40-54	36%	30%	31%	1%	2%
55 +	35%	28%	34%	1%	2%
<b>Age de fin d'études</b>					
15-	46%	26%	24%	1%	3%
16-19	40%	30%	27%	1%	2%
20+	23%	34%	41%	1%	1%
Toujours étudiant	19%	41%	34%	2%	4%
<b>Statut matrimonial</b>					
(Re)Marié(e)	31%	31%	35%	1%	2%
Celibataire vivant avec un conjoint	30%	36%	32%	1%	1%
Célibataire	35%	34%	26%	2%	3%
Divorcé(e) ou séparé(e)	47%	28%	22%	1%	2%
Veuf(ve)	47%	26%	22%	2%	3%
<b>Echelle d'occupation</b>					
Indépendants	26%	32%	39%	1%	2%
Cadres	12%	35%	50%	1%	2%
Autres employés	27%	40%	30%	1%	2%
Ouvriers	37%	33%	27%	1%	2%
Hommes/ femmes au foyer	42%	27%	29%	-	2%
Chômeurs	69%	19%	10%	1%	1%
Retraités	37%	28%	31%	1%	3%
Etudiants	19%	41%	34%	2%	4%
<b>Difficultés à payer ses factures</b>					
La plupart du temps	75%	15%	6%	1%	3%
De temps en temps	45%	35%	17%	1%	2%
Pratiquement jamais	20%	33%	44%	1%	2%
<b>La mondialisation est une opportunité</b>					
D'accord	27%	32%	38%	1%	2%
Pas d'accord	39%	32%	26%	1%	2%
<b>L'impact de la crise sur l'emploi</b>					
A atteint son apogée	26%	35%	37%	1%	1%
Le pire reste à venir	39%	30%	28%	1%	2%



Voici également les résultats présentés par critères sociodémographiques dans les six plus grands pays de l'UE, ainsi que dans trois pays particulièrement affectés par la crise économique et financière.

QC2 Pourriez-vous me dire laquelle des situations suivantes décrit le mieux la situation de votre foyer ?

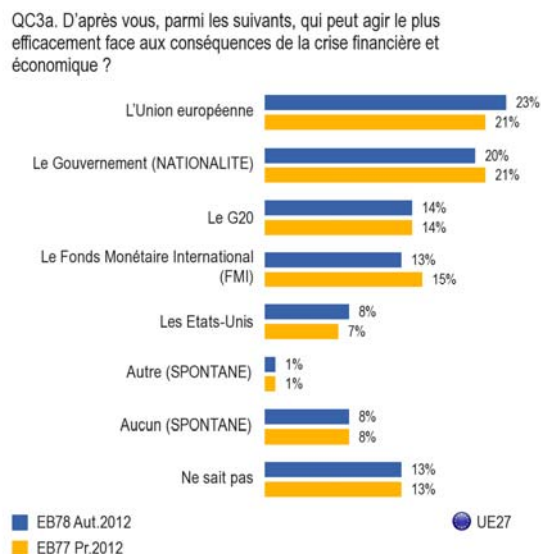
Votre situation actuelle ne vous permet pas d'envisager de projets dans l'avenir. Vous vivez au jour le jour

	DE	ES	FR	IT	PL	UK	EL	PT	IE
									
 <b>Sexe</b>									
Homme	14%	44%	31%	35%	41%	33%	67%	55%	38%
Femme	14%	49%	39%	41%	42%	37%	74%	53%	44%
 <b>Age</b>									
15-24	12%	41%	22%	39%	25%	23%	54%	41%	44%
25-39	19%	51%	38%	38%	32%	43%	77%	56%	40%
40-54	13%	54%	39%	39%	48%	37%	65%	60%	48%
55 +	13%	40%	36%	37%	55%	33%	78%	55%	33%
 <b>Age de fin d'étude</b>									
15-	17%	54%	44%	42%	64%	47%	83%	56%	63%
16-19	18%	51%	47%	41%	46%	41%	73%	56%	44%
20+	8%	39%	25%	32%	37%	17%	64%	44%	28%
Etudiants	6%	26%	10%	30%	13%	15%	51%	35%	38%
 <b>Catégorie socioprofessionnelle</b>									
Indépendants	8%	35%	34%	31%	27%	18%	61%	45%	21%
Cadres	4%	21%	15%	22%	19%	15%	35%	39%	21%
Autres employés	12%	26%	32%	31%	33%	32%	61%	43%	31%
Ouvriers	16%	48%	43%	40%	41%	37%	75%	54%	40%
Hommes/ femmes au foyer	17%	46%	56%	42%	29%	52%	80%	54%	53%
Chômeurs	64%	73%	65%	82%	67%	64%	91%	73%	74%
Retraités	12%	35%	35%	37%	58%	40%	77%	54%	32%
Etudiants	6%	26%	10%	30%	13%	15%	51%	35%	38%

### III. LES ACTEURS LES PLUS EFFICACES POUR FAIRE FACE À LA CRISE

#### Qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise ?

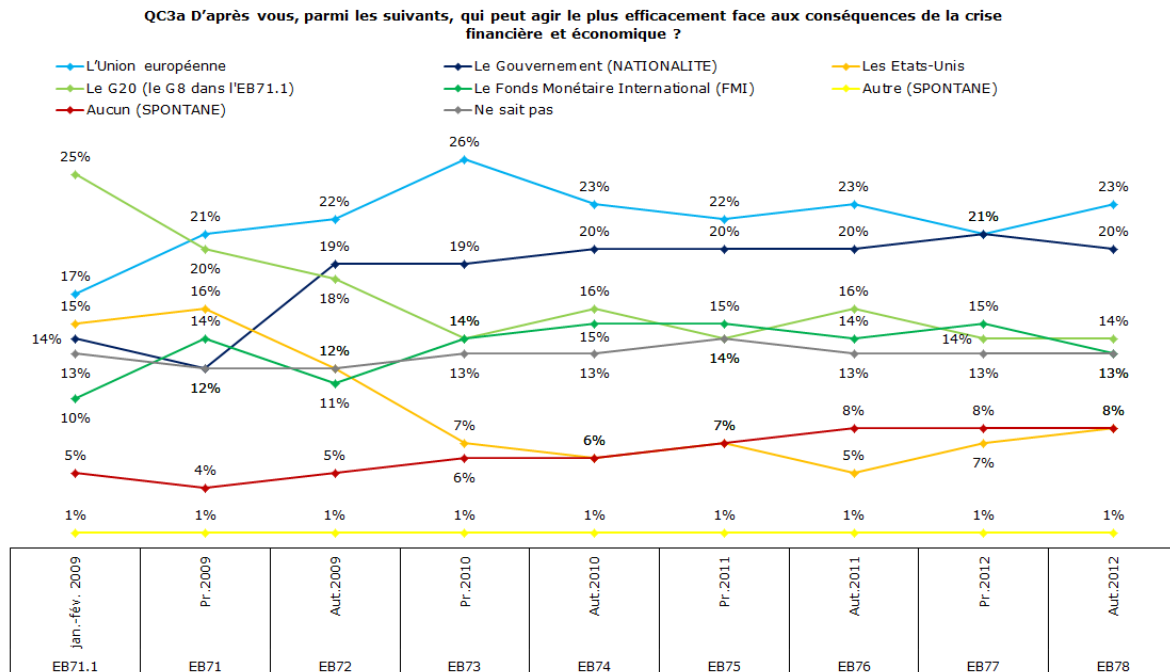
La question relative à l'acteur qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise<sup>5</sup> est posée ici pour la huitième fois depuis le printemps 2009. A nouveau, une liste d'institutions internationales (l'Union européenne, le G20 et le Fonds Monétaire International), mais aussi nationales (le Gouvernement et les Etats-Unis) ont été proposées aux personnes interrogées, qui ne pouvaient donner qu'une seule réponse. Au printemps 2012, l'Union européenne et le Gouvernement arrivaient en tête, à égalité avec chacun 21% des réponses.



Cette fois-ci, **l'Union européenne arrive seule en tête des citations**. Elle est suivie par le Gouvernement national (20%, -1 point), le G20 (14%, stable), le FMI (13%, -2 points) puis les Etats-Unis (8%, +1 point). On note que la proportion de personnes ne donnant pas de réponse est stable (13%), de même que celle qui ne cite aucun des cinq acteurs (8%).

Si l'on compare les résultats actuels à ceux de la première vague de l'enquête Eurobaromètre sur le sujet, de janvier-février 2009, on remarque que l'Union européenne et le Gouvernement national sont les deux acteurs qui ont le plus progressé dans les réponses (+6 points chacun). A l'inverse, le G20 et les Etats-Unis ont respectivement perdu 11 et sept points.

<sup>5</sup> QC3a D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ? (ROTATION) : Le Gouvernement ; l'Union européenne ; les Etats-Unis ; le G20 ; le Fonds Monétaire International (FMI) ; Autre



On observe que l'on a tendance à citer plus volontiers l'Union européenne comme acteur le plus efficace au sein de la zone euro (25%) qu'en dehors (20%). Inversement, le gouvernement national est davantage mentionné en dehors de celle-ci (27%, pour 17% dans la zone euro).

Les taux de citations les plus importants pour l'**Union européenne (UE27 23%)** sont enregistrés essentiellement en Pologne (36%), ainsi qu'en Bulgarie, au Luxembourg et à Malte (31% chacun). Depuis le printemps 2012, ils ont évolué positivement dans 15 Etats membres et deux pays candidats, et c'est en Pologne que l'augmentation est la plus flagrante (+6 points). A l'inverse, l'Union européenne recule dans dix Etats membres et deux pays candidats. Elle est stable dans deux Etats membres et deux pays candidats.



































L'efficacité du **gouvernement national (UE27 20%)** est avant tout reconnue, et de très loin, en Roumanie (48%), ainsi qu'au Royaume-Uni (37%) et à Malte (30%). Les six pays candidats enregistrent des taux de citation du « Gouvernement » supérieurs à la moyenne européenne (excepté le Monténégro qui enregistre un taux de 20%), et plus particulièrement la Turquie (44%). Le gouvernement national est moins cité qu'au printemps 2012 dans 14 Etats membres et deux pays candidats. La baisse la plus forte concerne le Portugal (14%, -10 points). Inversement, le gouvernement est davantage mentionné dans dix Etats membres et trois pays candidats. Il est stable dans trois Etats membres ainsi qu'en Islande.

Le **G20 (UE27 14%)** est surtout plébiscité en République tchèque (42%) et aux Pays-Bas (32%). Il obtient ses taux de citations les plus bas dans deux pays candidats: la Serbie (2%) et le Monténégro (3%). On observe peu d'évolutions, chaque fois minimales, depuis le printemps 2012, le G20 augmentant dans dix Etats membres (entre +1 et +5 points).

Quant au **Fonds Monétaire International**, mentionné par **13% des personnes interrogées au niveau européen**, il est plus volontiers cité en Finlande (30%) et en Irlande (22%). Il est en baisse dans 13 Etats membres et deux pays candidats.

Enfin, les personnes qui font davantage confiance aux **Etats-Unis (UE27 8%)** résident principalement en République tchèque (18%) et au Danemark (17%).

QC3a D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ?

		L'Union européenne	Diff. Aut.2012 - Pr.2012	Le Gouvernement (NATIONALITE)	Diff. Aut.2012 - Pr.2012	Le G20	Diff. Aut.2012 - Pr.2012	Le Fonds Monétaire International (FMI)	Diff. Aut.2012 - Pr.2012
	UE27	23%	<b>+2</b>	20%	<b>-1</b>	14%	=	13%	<b>-2</b>
	UE15	22%	<b>+1</b>	20%	<b>-1</b>	14%	=	14%	<b>-2</b>
	NEM12	27%	<b>+3</b>	21%	<b>+1</b>	14%	<b>-1</b>	10%	<b>-1</b>
	Zone euro	25%	<b>+2</b>	17%	<b>-1</b>	14%	=	14%	<b>-2</b>
	Hors-zone euro	20%	<b>+1</b>	27%	<b>+2</b>	13%	<b>-1</b>	12%	=
	BE	25%	<b>-4</b>	17%	<b>+1</b>	17%	<b>-4</b>	16%	<b>-1</b>
	BG	31%	<b>+5</b>	18%	<b>+1</b>	18%	<b>-3</b>	7%	<b>-3</b>
	CZ	9%	<b>-1</b>	3%	<b>-3</b>	42%	<b>+4</b>	15%	=
	DK	18%	<b>+2</b>	8%	<b>-6</b>	24%	<b>-3</b>	20%	<b>+2</b>
	DE	23%	=	20%	<b>+2</b>	19%	<b>-1</b>	12%	<b>-4</b>
	EE	19%	<b>-4</b>	13%	<b>-1</b>	21%	=	15%	<b>+2</b>
	IE	28%	<b>+2</b>	19%	<b>-1</b>	6%	<b>-1</b>	22%	<b>+7</b>
	EL	30%	<b>+2</b>	22%	<b>-7</b>	10%	<b>+1</b>	5%	<b>+2</b>
	ES	28%	<b>+5</b>	17%	=	5%	=	11%	<b>-4</b>
	FR	25%	<b>+4</b>	16%	<b>-7</b>	16%	=	19%	<b>+1</b>
	IT	26%	<b>+3</b>	15%	<b>+1</b>	9%	<b>-1</b>	14%	<b>-2</b>
	CY	22%	<b>+2</b>	13%	=	13%	<b>-4</b>	21%	<b>-3</b>
	LV	18%	<b>-2</b>	17%	<b>-1</b>	21%	<b>-1</b>	7%	<b>-1</b>
	LT	24%	<b>-1</b>	14%	<b>-1</b>	12%	<b>-1</b>	8%	<b>-2</b>
	LU	31%	<b>-3</b>	11%	<b>+1</b>	20%	<b>+2</b>	16%	<b>+1</b>
	HU	22%	<b>+2</b>	22%	<b>+2</b>	10%	<b>+1</b>	19%	<b>-1</b>
	MT	31%	<b>+3</b>	30%	<b>+1</b>	10%	<b>-1</b>	11%	<b>-1</b>
	NL	19%	<b>-1</b>	13%	<b>-3</b>	32%	<b>+2</b>	20%	<b>+1</b>
	AT	23%	<b>+3</b>	16%	<b>-4</b>	14%	<b>+3</b>	16%	=
	PL	36%	<b>+6</b>	14%	<b>+4</b>	10%	<b>-1</b>	9%	=
	PT	25%	<b>+1</b>	14%	<b>-10</b>	12%	<b>+2</b>	8%	<b>+3</b>
	RO	24%	<b>+3</b>	48%	<b>-1</b>	7%	<b>-3</b>	5%	<b>-2</b>
	SI	27%	<b>+3</b>	11%	<b>-1</b>	7%	<b>-3</b>	13%	<b>-1</b>
	SK	22%	<b>-7</b>	9%	=	28%	<b>+5</b>	16%	=
	FI	21%	=	14%	<b>+1</b>	16%	<b>+3</b>	30%	<b>-5</b>
	SE	14%	<b>-4</b>	25%	<b>-2</b>	26%	<b>+2</b>	14%	<b>+1</b>
	UK	10%	<b>-2</b>	37%	<b>+3</b>	10%	=	14%	=
	CY (tcc)	25%	<b>-8</b>	13%	=	5%	<b>+1</b>	15%	<b>+4</b>
	HR	15%	<b>-4</b>	27%	<b>+3</b>	9%	=	15%	=
	TR	11%	<b>+2</b>	44%	<b>-2</b>	4%	<b>-1</b>	5%	<b>+2</b>
	MK	22%	<b>+1</b>	26%	<b>-1</b>	7%	=	11%	<b>-4</b>
	IS	14%	=	27%	=	20%	=	19%	<b>+2</b>
	ME	21%	=	20%	<b>+1</b>	3%	=	15%	<b>+2</b>
	RS	17%	<b>-3</b>	27%	<b>+6</b>	2%	<b>-1</b>	13%	<b>-3</b>

L'analyse sociodémographique met en évidence une plus grande confiance des catégories sociales plus favorisées à l'égard de l'Union européenne. C'est ainsi le cas des indépendants (26%), des cadres et des employés (25%), pour 21% des retraités et 22% des ouvriers. De même, 25% des personnes les plus diplômées citent l'Union européenne, pour 21% des moins diplômées.

On observe que cette opinion est également davantage partagée par les personnes qui considèrent la mondialisation comme une opportunité (28%, pour 19% de celles qui pensent le contraire), mais aussi par celles qui estiment que leur voix compte dans l'Union européenne (32%, pour 19% de celles qui pensent qu'elle ne compte pas).

**QC3a D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ?**

	L'Union européenne	Le Gouvernement (NATIONALITE)	Le G20	Le Fonds Monétaire International (FMI)	Les Etats-Unis
UE27	23%	20%	14%	13%	8%

#### Sexe

Homme	23%	19%	17%	14%	9%
Femme	23%	21%	11%	13%	8%

#### Age

15-24	27%	17%	15%	11%	11%
25-39	23%	19%	15%	13%	9%
40-54	23%	21%	14%	14%	8%
55 +	21%	22%	13%	14%	7%

#### Age de fin d'études

15-	21%	25%	8%	10%	7%
16-19	22%	22%	13%	14%	8%
20+	25%	17%	18%	16%	8%
Toujours étudiant	27%	14%	18%	13%	9%

#### Catégorie socioprofessionnelle

Indépendants	26%	18%	14%	15%	8%
Cadres	25%	20%	20%	15%	7%
Autres employés	25%	16%	16%	16%	11%
Ouvriers	22%	21%	13%	12%	8%
Hommes/ femmes au foyer	23%	24%	9%	11%	8%
Chômeurs	23%	20%	12%	11%	10%
Retraités	21%	23%	12%	14%	7%
Etudiants	27%	14%	18%	13%	9%














#### La mondialisation est une opportunité

D'accord	28%	18%	17%	15%	9%
Pas d'accord	19%	22%	13%	13%	9%

#### Ma voix compte dans l'UE

D'accord	32%	18%	17%	14%	8%
Pas d'accord	19%	22%	13%	13%	9%

Voici également les résultats présentés par critères sociodémographiques dans les six plus grands pays de l'UE, ainsi que dans trois pays particulièrement affectés par la crise économique et financière.

QC3a D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ? (ROTATION)									
L'Union européenne									
	DE	ES	FR	IT	PL	UK	EL	PT	IE
									
 Sexe									
Homme	20%	29%	26%	27%	36%	12%	29%	22%	29%
Femme	26%	27%	25%	25%	35%	8%	30%	27%	26%
 Age									
15-24	26%	29%	26%	27%	39%	21%	34%	26%	27%
25-39	20%	30%	21%	26%	40%	10%	28%	26%	30%
40-54	21%	31%	25%	34%	32%	9%	32%	24%	25%
55 +	25%	24%	28%	21%	32%	5%	27%	23%	28%
 Age de fin d'étude									
15-	19%	26%	28%	22%	40%	4%	27%	23%	14%
16-19	21%	30%	23%	30%	34%	8%	30%	28%	28%
20+	26%	31%	27%	23%	36%	16%	32%	27%	32%
Etudiants	30%	24%	26%	31%	32%	20%	32%	28%	23%
 Catégorie socioprofessionnelle									
Indépendants	13%	40%	30%	30%	41%	10%	39%	36%	30%
Cadres	27%	38%	33%	33%	41%	11%	26%	25%	36%
Autres employés	31%	21%	21%	30%	36%	17%	26%	33%	23%
Ouvriers	19%	29%	19%	26%	33%	11%	28%	24%	36%
Hommes/ femmes au foyer	25%	21%	19%	23%	51%	7%	27%	24%	23%
Chômeurs	14%	32%	23%	21%	38%	8%	28%	22%	23%
Retraités	22%	23%	29%	21%	32%	5%	25%	22%	21%
Etudiants	30%	24%	26%	31%	32%	20%	32%	28%	23%

#### IV. LES MESURES À PRENDRE PAR L'UNION EUROPÉENNE

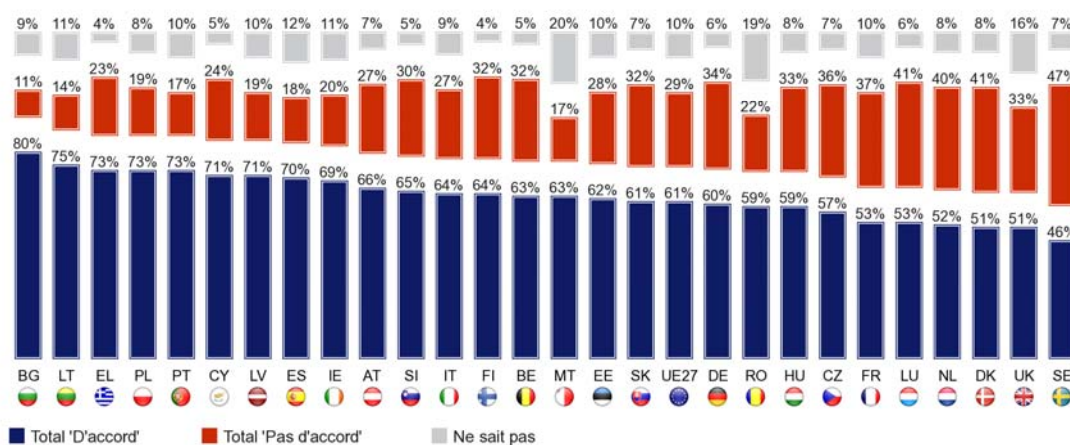
La majorité (61%) des personnes interrogées estime que l'Union européenne dispose de suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre les intérêts économiques de l'Europe dans l'économie mondiale<sup>6</sup>. Ce résultat est néanmoins en baisse de deux points par rapport à la dernière enquête Eurobaromètre du printemps 2012. Près de trois Européens sur dix (29%, +4 points) pensent le contraire.

Cette confiance dans les pouvoirs de l'Union européenne s'exprime davantage dans les pays NEM12 (67%) que dans les pays UE15 (59%).

C'est essentiellement en Bulgarie (80%), en Lituanie (75%), en Grèce, en Pologne et au Portugal (73% chacun) que l'on partage l'opinion majoritaire d'une Europe disposant d'assez de pouvoir et d'outils. Inversement, la Suède est le seul pays où moins d'une personne sur deux (46%) est de cet avis.

QC4.5. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

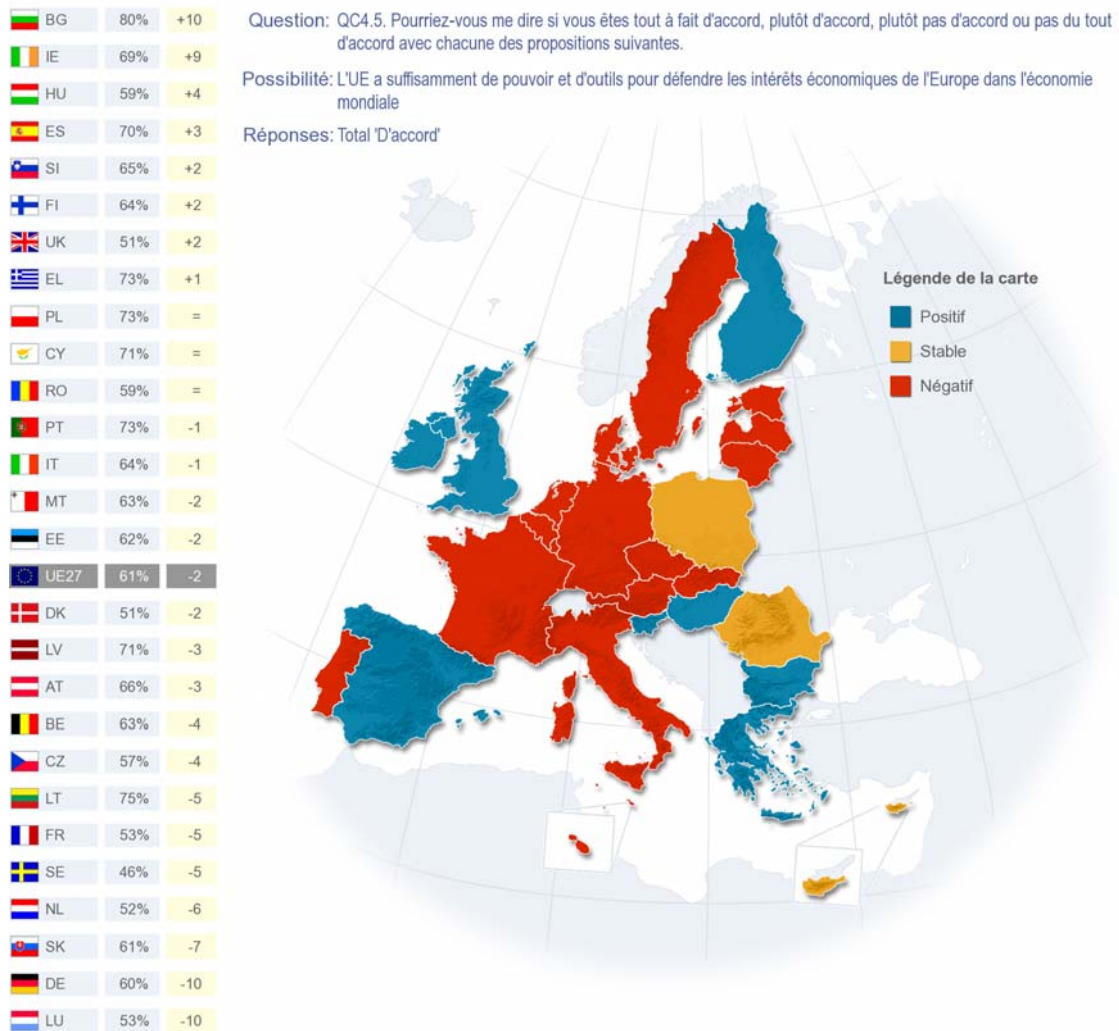
L'UE a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre les intérêts économiques de l'Europe dans l'économie mondiale



La progression la plus importante concerne la Bulgarie (80%, +10 points) et les évolutions négatives les plus fortes sont enregistrées en Allemagne (60%, -10 points) et au Luxembourg (53%, -10 points).

<sup>6</sup> QC4.5 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante ? : L'UE a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre les intérêts économiques de l'Europe dans l'économie mondiale.





Total des réponses « Tout à fait d'accord » et « Plutôt d'accord »

**L'analyse sociodémographique des résultats met en évidence une grande homogénéité des résultats parmi les différentes catégories de la population.**

C'est en particulier le cas en ce qui concerne les catégories d'occupation puisque les cadres sont 59% à considérer que l'UE dispose d'assez de pouvoir et d'outils, pour 60% des chômeurs. C'est également l'avis de 59% des personnes les plus diplômées, pour 57% des moins diplômées.

Notons néanmoins que cette opinion est davantage partagée parmi les personnes qui considèrent que leur voix compte dans l'UE (73%, pour 56% de celles qui pensent le contraire), ou encore parmi celles qui pensent que leur pays a besoin de réformes (63%, pour 48% de celles qui pensent qu'elles ne sont pas nécessaires).

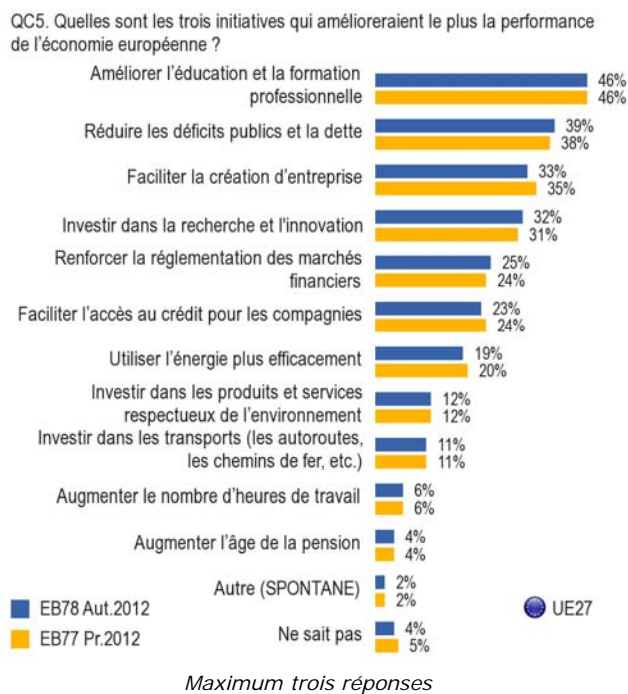


## 1. LES INITIATIVES POUR AMÉLIORER LES PERFORMANCES DE L'ÉCONOMIE EUROPÉENNE

Sur cette dimension, les résultats enregistrés à l'automne 2012 sont quasiment identiques à ceux de l'enquête Eurobaromètre précédente, du printemps de la même année<sup>7</sup>. Ainsi, les trois initiatives les plus mentionnées par les personnes interrogées, pour améliorer la performance de l'économie européenne sont en ordre d'importance :

- **L'amélioration de l'éducation et de la formation professionnelle (46%, stable).**
- **La réduction des déficits publics et de la dette (39%, +1 point),** citée ensuite.
- Puis, en troisième position, pouvoir **faciliter la création d'entreprise (33%, -2 points).**

Il est à noter que **l'investissement dans la recherche et l'innovation (32%, +1 point)** est désormais proche en termes de citations de la proposition visant à **faciliter la création d'entreprise (33%, -2).**



<sup>7</sup> QC5 Quelles sont les trois initiatives qui amélioreraient le plus la performance de l'économie européenne ? (MAX. 3 REPONSES) : Augmenter le nombre d'heures de travail ; Améliorer l'éducation et la formation professionnelle ; Investir dans la recherche et l'innovation ; Faciliter l'accès au crédit pour les compagnies ; Faciliter la création d'entreprise ; Utiliser l'énergie plus efficacement ; Investir dans les transports (les autoroutes, les chemins de fer, etc.) ; Investir dans les produits et services respectueux de l'environnement ; Augmenter l'âge de la pension ; Réduire les déficits publics et la dette ; Renforcer la réglementation des marchés financiers ; Autre

On notera que les personnes interrogées dans les pays UE15 auraient davantage tendance à soutenir une réduction des déficits publics et de la dette (41%, pour 31% dans les pays NEM12) ainsi que l'éducation et la formation professionnelle (48%, pour 41%). En revanche, le fait de faciliter la création d'entreprise est soutenu de la même manière dans les deux groupes de pays (33% dans les deux cas).





























Les personnes les plus favorables à **l'amélioration de l'éducation et de la formation professionnelle (UE27 46%)** ont surtout été interrogées en Allemagne et en Roumanie (60%) ainsi qu'en Estonie, en Irlande, au Luxembourg et à Malte (54% chacun). On observe des évolutions positives dans 10 des 27 Etats membres, la plus importante concernant Malte (+9 points) et des évolutions négatives dans 10 autres, en particulier en Lituanie (31%, -9 points).

**La réduction des déficits publics et de la dette (UE27 39%)** constitue une initiative particulièrement efficace aux yeux des personnes interrogées à Chypre (56%), en République tchèque et en Allemagne (49% chacun) mais aussi en France et en Hongrie (47% dans les deux cas). Cette mesure recueille néanmoins une adhésion moins forte dans 14 Etat membres par rapport à la dernière enquête Eurobaromètre. Elle augmente en revanche dans sept autres, et surtout en Allemagne (+8 points).

**L'encouragement à la création d'entreprise (UE27 33%)**, cité en troisième au niveau européen, est une initiative mentionnée par environ une personne interrogée sur deux en Lituanie (57%), en Espagne et en Bulgarie (49% chacun). Elle évolue néanmoins négativement dans 20 pays membres de l'UE, et en particulier en Roumanie (32%, -7 points) et à Malte (19%, -7 points).

Quant à **l'investissement dans la recherche et l'innovation (UE27 32%)**, il s'agit d'une initiative mentionnée par plus de quatre personnes interrogées sur dix en Suède, en Slovaquie (43% chacun) et au Danemark (41%). Cette mesure recueille néanmoins une adhésion plus forte dans 14 Etat membres par rapport à la dernière enquête Eurobaromètre, et surtout en Grèce (+7 points).

QC5 Quelles sont les trois initiatives qui amélioreraient le plus la performance de l'économie européenne ? +diff. Aut.2012 - Pr.2012

		Améliorer l'éducation et la formation professionnelle		Réduire les déficits publics et la dette		Faciliter la création d'entreprise		Investir dans la recherche et l'innovation		Renforcer la réglementation des marchés financiers		Faciliter l'accès au crédit pour les compagnies		Utiliser l'énergie plus efficacement		Investir dans les produits et services respectueux de l'environnement		Investir dans les transports (les autoroutes, les chemins de fer, etc.)		Augmenter le nombre d'heures de travail		Augmenter l'âge de la pension	
	UE27	46%	=	39%	+1	33%	-2	32%	+1	25%	+1	23%	-1	19%	-1	12%	=	11%	=	6%	=	4%	=
	Zone euro	47%	-1	41%	+2	34%	-2	34%	+2	27%	+2	25%	-3	18%	-1	13%	=	7%	-1	6%	=	4%	-1
	Hors-zone euro	44%	+1	35%	-1	32%	-2	27%	=	22%	=	20%	+2	21%	-1	11%	-1	18%	+1	5%	-1	4%	=
	BE	45%	-4	42%	=	34%	-1	34%	+1	26%	+1	14%	-1	25%	-1	18%	+3	10%	=	9%	+1	9%	=
	BG	45%	+7	17%	=	49%	+1	33%	+4	20%	-8	18%	=	32%	-2	18%	-3	11%	-1	6%	+1	3%	+1
	CZ	28%	-1	49%	+2	22%	-4	30%	+2	27%	=	13%	=	29%	-6	18%	+1	19%	+4	2%	-1	2%	=
	DK	53%	=	33%	-6	37%	-1	41%	-1	17%	=	27%	+4	24%	-2	16%	-2	13%	+3	11%	+1	9%	-1
	DE	60%	+2	49%	+8	21%	-3	37%	-3	38%	+5	12%	-5	25%	-2	14%	-1	5%	-3	3%	-1	3%	-1
	EE	54%	=	23%	-1	28%	-1	24%	+1	26%	-2	9%	-3	30%	-2	12%	-1	14%	+4	3%	=	5%	-1
	IE	54%	+5	29%	-2	40%	-1	30%	+2	22%	+6	40%	-5	16%	-5	6%	-3	12%	+1	9%	=	4%	=
	EL	41%	-1	42%	-3	35%	-5	37%	+7	14%	-3	16%	=	28%	-2	22%	+3	11%	-1	2%	-1	1%	=
	ES	50%	=	29%	-3	49%	-3	30%	+4	20%	+4	47%	-2	10%	-1	6%	-1	3%	=	3%	=	1%	=
	FR	48%	-4	47%	-1	40%	-2	32%	+4	33%	+1	21%	=	15%	+1	10%	-1	6%	+2	13%	=	5%	=
	IT	32%	+2	34%	=	39%	-1	37%	+3	15%	-3	35%	-6	10%	-1	11%	+1	9%	+1	5%	-1	2%	-2
	CY	53%	-1	56%	+5	33%	+1	27%	-1	20%	+1	16%	-3	35%	-1	20%	-2	8%	-1	4%	=	3%	-1
	LV	46%	+2	34%	=	39%	-1	22%	=	25%	-1	17%	-7	16%	-1	10%	-1	13%	+1	3%	=	2%	-1
	LT	31%	-9	40%	+3	57%	-1	22%	-2	28%	+4	14%	-2	23%	-2	8%	-1	3%	-1	2%	=	1%	-1
	LU	54%	-4	36%	+4	33%	=	32%	-1	26%	-4	11%	+1	19%	-5	12%	-1	7%	-1	8%	=	6%	+2
	HU	35%	=	47%	-5	37%	-5	23%	-1	31%	+5	27%	+5	32%	+3	14%	-3	9%	-1	2%	=	1%	-1
	MT	54%	+9	44%	=	19%	-7	24%	-3	11%	+2	10%	=	37%	-1	14%	-5	9%	+2	6%	=	2%	=
	NL	52%	+2	43%	-1	18%	+1	40%	+3	29%	=	24%	-1	20%	=	16%	=	11%	=	7%	-1	11%	-7
	AT	47%	=	41%	-1	29%	-2	26%	+2	28%	+3	19%	=	28%	-3	32%	=	11%	+2	6%	-3	7%	-2
	PL	36%	+1	25%	-2	33%	-1	23%	+1	11%	-2	24%	+4	17%	=	12%	=	17%	=	3%	=	2%	+1
	PT	44%	-3	31%	-2	26%	-5	26%	-1	14%	-1	22%	-2	12%	-4	13%	+4	10%	+2	5%	-1	1%	-1
	RO	60%	+4	23%	-3	32%	-7	32%	-2	20%	+1	16%	-7	18%	-1	10%	=	26%	=	6%	=	3%	=
	SI	29%	+3	42%	-4	15%	=	43%	+3	49%	+3	17%	-1	22%	-2	24%	+2	5%	-2	2%	-1	3%	-1
	SK	35%	-3	41%	-3	19%	=	26%	-2	26%	-1	14%	-1	29%	+1	16%	-3	36%	-2	2%	-1	2%	-1
	FI	41%	=	42%	+3	33%	-1	32%	-2	25%	+1	12%	-1	31%	-2	22%	+3	10%	+2	7%	+1	9%	=
	SE	51%	-2	45%	=	26%	-2	43%	+1	24%	-2	6%	-1	24%	+3	18%	+1	20%	-1	7%	-1	14%	=
	UK	46%	=	42%	+1	29%	=	23%	-2	26%	+1	21%	+6	19%	-1	8%	-1	19%	+2	7%	=	4%	-1

**L'analyse sociodémographique** démontre, assez logiquement, que **l'éducation et la formation professionnelle** sont des thèmes chers aux plus jeunes (55%, pour 43% des 55 ans et plus) et aux plus diplômés (48%, pour 41% des moins diplômés). C'est aussi l'opinion des catégories plus favorisées, comme les cadres (51%, pour 42% des indépendants et 43% des employés) et les personnes qui n'ont pratiquement jamais de difficultés à payer leurs factures (49%, pour 41% de celles qui en ont la plupart du temps).

**La réduction des déficits publics et de la dette** est un thème assez largement partagé parmi les différentes catégories, même si les plus favorisés l'approuvent davantage : 42% des cadres et des employés (pour 30% des chômeurs), de même que 41% des personnes qui n'ont pas de difficultés à payer leurs factures (pour 33% de celles qui en ont souvent).

L'encouragement à **la création d'entreprise**, est un thème particulièrement soutenu par les chômeurs (41%) et les indépendants (33%), pour 27% des cadres ; ainsi que par les personnes les moins diplômées (38%, pour 31% des plus diplômées) et par les catégories de « jeunes actifs » (38% des 25-39 ans, pour 30% des 15-24 ans et 31% des 40-54 ans).

Quant à **l'investissement dans la recherche et l'innovation**, il s'agit d'un thème cher aux plus diplômés (40%, pour 24% des moins diplômés) et aux catégories plus favorisées, comme les cadres (42% pour 26% des ouvriers et 27% des chômeurs).

## 2. LES MESURES LES PLUS EFFICACES POUR LUTTER CONTRE LA CRISE

Les réponses à la question portant sur les mesures de lutte contre la crise sont pratiquement identiques depuis les enquêtes Eurobaromètre EB76 de l'automne 2011 et EB77 du printemps 2012.

Ainsi, en novembre 2012, les Européens sont **76% (stable depuis le printemps 2012)** à déclarer qu'**une plus forte coordination des politiques économiques entre tous les Etats membres de l'UE** serait une mesure efficace contre la crise.<sup>8</sup>

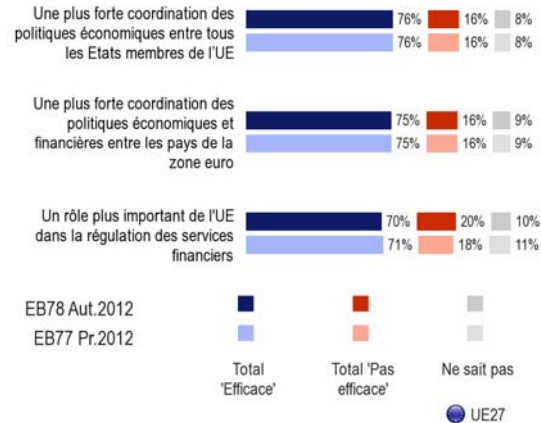
Ils sont pratiquement aussi nombreux (**75%, stable**) à considérer que l'on pourrait efficacement lutter contre la crise en favorisant **une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre les pays de la zone euro**.

Et ils sont **70% (-1 point)** à penser qu'**un rôle plus important de l'UE dans la régulation des services financiers** participerait de manière efficace au même but.

Notons que les personnes interrogées au sein de la zone euro sont bien plus nombreuses que celles vivant en dehors de celle-ci à considérer que ces trois mesures seraient efficaces pour lutter contre la crise. C'est le cas d'une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre les pays de la zone euro (80%, pour 67% en dehors de la zone euro). C'est également leur avis concernant une plus forte coordination des politiques économiques entre tous les Etats membres de l'UE (80%, pour 69%). Et c'est aussi leur opinion s'agissant d'un rôle plus important de l'UE dans la régulation des services financiers (74%, pour 63%).

**Une majorité absolue se dégage dans chacun des 27 pays membres de l'Union européenne pour considérer qu'une plus forte coordination des politiques économiques entre tous les Etats (UE27 76%)** contribuerait efficacement à lutter contre la crise. Les pays où cette opinion est la plus partagée sont Chypre (89%), le Luxembourg, la France et la Belgique (84% chacun), ainsi que l'Allemagne (83%) et la Slovaquie (82%). Cependant, ce point de vue a évolué négativement dans 14 Etats membres (dont la Suède, 62%, -5 points) en six mois. Elle a progressé dans neuf autres et est restée stable dans quatre d'entre eux.

QC6. Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace.































<sup>8</sup> QC6 Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace : Un rôle plus important de l'UE dans la régulation des services financiers ; Une plus forte coordination des politiques économiques entre tous les Etats membres de l'UE ; Une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre les pays de la zone euro.

De la même manière, une majorité absolue de personnes interrogées dans les 27 Etats membres apparaît en ce qui concerne **une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre les pays de la zone euro (UE27 75%)**. C'est à Chypre (89%), au Luxembourg (86%) et en Belgique (84%) que l'on est le plus convaincu par cette mesure. Les évolutions négatives concernent 16 pays de l'UE, les progressions 10 autres, tandis que les résultats sont restés stables dans un seul pays, l'Estonie (64%).

Quant à la troisième mesure, **un rôle plus important de l'UE dans la régulation des services financiers (UE27 70%)**, elle est, comme les deux premières, mentionnée par plus de la moitié des personnes interrogées dans tous les Etats membres de l'Union européenne. C'est même le cas de plus de huit personnes sur dix en Belgique et à Chypre (82% chacun). Cette opinion diminue dans 13 Etats membres. Elle progresse dans 11 d'entre eux, et particulièrement en Irlande (78%, +10 points) et reste stable dans trois autres.

QC6 Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace.

		Une plus forte coordination des politiques économiques entre tous les Etats membres de l'UE		Une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre les pays de la zone euro		Un rôle plus important de l'UE dans la régulation des services financiers	
		Total 'Efficace'	Diff. Aut.2012 - Pr.2012	Total 'Efficace'	Diff. Aut.2012 - Pr.2012	Total 'Efficace'	Diff. Aut.2012 - Pr.2012
	UE27	76%	=	75%	=	70%	-1
	Zone euro	80%	+1	80%	+2	74%	=
	Hors-zone euro	69%	=	67%	=	63%	-1
	BE	84%	-3	84%	-1	82%	=
	BG	80%	=	78%	-1	74%	-2
	CZ	69%	-2	67%	-3	67%	-1
	DK	76%	-1	73%	-1	56%	-2
	DE	83%	=	83%	+1	75%	+3
	EE	61%	-3	64%	=	57%	+2
	IE	78%	+6	77%	+7	78%	+10
	EL	79%	-3	79%	-1	73%	-1
	ES	81%	-2	79%	-2	76%	-4
	FR	84%	+4	83%	+1	77%	-1
	IT	73%	+2	73%	+2	73%	+5
	CY	89%	-1	89%	-2	82%	+1
	LV	66%	+1	65%	-4	61%	=
	LT	68%	+3	66%	+2	65%	-1
	LU	84%	=	86%	+3	77%	+3
	HU	63%	+6	62%	+3	65%	+8
	MT	78%	+1	76%	-2	68%	=
	NL	80%	-2	82%	-1	73%	+1
	AT	68%	-4	67%	-3	66%	-3
	PL	75%	+1	72%	+2	69%	+2
	PT	77%	+6	79%	+8	73%	+4
	RO	73%	-2	70%	-1	70%	-1
	SI	76%	-3	75%	-3	74%	-4
	SK	82%	-4	80%	-7	77%	-4
	FI	73%	-1	76%	+3	68%	+2
	SE	62%	-5	71%	-1	58%	-5
	UK	64%	=	61%	-2	56%	-3

**Une plus forte coordination des politiques économiques entre tous les Etats membres de l'UE** est un thème particulièrement cher aux yeux des personnes qui considèrent la mondialisation comme une opportunité (85%, pour 69% de celles qui pensent le contraire). C'est également l'opinion de celles qui considèrent que leur pays a besoin de réformes (79%, pour 60% de celles qui pensent qu'elles ne sont pas nécessaires), mais aussi l'avis des plus optimistes, qui pensent que l'impact de la crise sur l'emploi a atteint son apogée (84%, pour 74% de celles qui estiment que le pire reste à venir).

Notons que ces mêmes tendances s'observent pour les deux autres mesures : **une plus forte coordination des politiques économiques et financières, entre les pays de la zone euro**, mais également **un rôle plus important de l'UE dans la régulation des services financiers**.

QC6 Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes.  
Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace.

	Une plus forte coordination des politiques économiques entre tous les Etats membres de l'UE			Une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre les pays de la zone euro			Un rôle plus important de l'Union européenne dans la régulation des services financiers		
	Total 'Efficace'	Total 'Pas efficace'	Ne sait pas	Total 'Efficace'	Total 'Pas efficace'	Ne sait pas	Total 'Efficace'	Total 'Pas efficace'	Ne sait pas
UE27	76%	16%	8%	75%	16%	9%	70%	20%	10%
<b>La mondialisation est une opportunité</b>									
D'accord	85%	12%	3%	85%	11%	4%	79%	16%	5%
Pas d'accord	69%	24%	7%	69%	24%	7%	66%	26%	8%
<b>L'impact de la crise sur l'emploi</b>									
A atteint son apogée	84%	11%	5%	84%	11%	5%	79%	14%	7%
Le pire reste à venir	74%	19%	7%	73%	19%	8%	68%	22%	10%
<b>(NOTRE PAYS) a besoin de réformes</b>									
D'accord	79%	14%	7%	78%	15%	7%	73%	18%	9%
Pas d'accord	60%	34%	6%	60%	33%	7%	56%	36%	8%



## V. RÉFORMER LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE ET FINANCIER ?

### 1. DES REFORMES NECESSAIRES POUR LUTTER CONTRE LA CRISE ET REDUIRE LA DETTE PUBLIQUE

#### *Travailler ensemble*

**Neuf personnes sur dix (+1 point** depuis le printemps 2012), interrogées dans l'Union européenne, **souhaiteraient que les Etats membres de l'UE coopèrent davantage** afin de lutter contre la crise économique et financière<sup>9</sup>. Cette volonté est surtout exprimée à Chypre (97%), au Luxembourg (96%) et à Malte (95%). Les personnes dont l'opinion a le plus évolué sur ce point se trouvent en Irlande (93%, +5 points) et en Slovaquie (92%, -5 points).

#### *Réformer pour affronter le futur*

Les citoyens de l'Union européenne sont également près de **neuf sur dix (89%, stable)** à considérer que **leur pays a besoin de réformes**. Cela se vérifie en particulier à Chypre et en Finlande (97% dans les deux cas), en Irlande et en Grèce (94% chacun) ainsi qu'en Espagne et en France (93% chacun). Les plus fortes évolutions ont été observées en Slovaquie (87%, -6 points) et en Finlande (97%, +5 points).

#### *Déficit public et dette*

Concernant le sujet des déficits publics et de la dette, la question a été posée aux personnes interrogées en partageant l'échantillon total en deux, afin de leur soumettre deux formulations différentes :

- **L'une positive (SPLIT A** – « Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) **ne peuvent pas être retardées** »).
- **L'autre négative (SPLIT B** – « Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) **ne sont pas une priorité pour le moment** »).

Ici encore, les résultats sont assez stables depuis l'enquête Eurobaromètre du printemps 2012.

---

<sup>9</sup> QC4.1 à QC4.4 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes : (NOTRE PAYS) a besoin de réformes pour faire face au futur ; Les Etats membres de l'UE devraient travailler davantage ensemble pour combattre la crise financière et économique ; Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne peuvent pas être retardées (SI 'SPLIT A') ; Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne sont pas une priorité pour le moment (SI 'SPLIT B').

**Ainsi, 81% (-1 point) des personnes interrogées sont d'accord pour dire que les mesures à mettre en œuvre pour réduire le déficit public et la dette dans leur pays ne peuvent pas être retardées**, contre 13% (+2 points) qui sont d'un avis contraire.

On l'affirme avec le plus de conviction au sein de la zone euro (82%, pour 78% en dehors de la zone euro). Et cette opinion est plus marquée en Allemagne et à Malte (89% chacun), en Slovénie (88%) ainsi qu'en Finlande, à Chypre et en Belgique (87% chacun).

Notons que les personnes interrogées dans les pays UE15 sont également davantage de cet avis (81%, pour 77% dans les pays NEM12). Quant aux évolutions les plus notables, elles concernent la Pologne (81%) et la Roumanie (68%), deux pays qui augmentent de six points chacun, et inversement la Slovaquie (84%, -6 points).

**Si l'on inverse la formulation (« Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne sont pas une priorité pour le moment »), quatre personnes sur dix** (résultat stable depuis le printemps 2012) **répondent favorablement** à la question (pour une majorité de 53% qui pense le contraire).





























L'opinion selon laquelle ces mesures ne sont pas une priorité est beaucoup plus affirmée dans les pays NEM12 (51%, pour 38% dans les pays UE15), et dans une moindre mesure en dehors de la zone euro (45%, pour 38% dans la zone euro).

On en est le plus persuadé en Finlande (61%), en Estonie et en Lituanie (60% chacun), mais aussi en Hongrie (57%) et en Pologne (56%). C'est à Chypre que l'on enregistre la proportion la plus faible (14%) de personnes de cet avis.

Notons que même si les résultats restent stables au niveau européen (UE27 40%), ils cachent certaines évolutions puisqu'ils gagnent ou perdent au moins cinq points dans dix Etats membres. Les plus fortes évolutions observées sont négatives et concernent Malte (25%, -13 points) et la Slovaquie (39%, -8 points).

S'agissant de la majorité des Européens (UE27 53%), qui n'approuve pas cette proposition (pour qui ces mesures sont donc une priorité), notons qu'ils sont bien plus nombreux dans les pays UE15 (56%, pour 37% dans les pays NEM12), mais aussi au sein de la zone euro (57%, pour 45% en dehors de celle-ci).

QC4 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

		Les Etats membres de l'UE devraient travailler davantage ensemble pour combattre la crise financière et économique		(NOTRE PAYS) a besoin de réformes pour faire face au futur		(SPLIT A) Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne peuvent pas être retardées		(SPLIT B) Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne sont pas une priorité pour le moment	
		Total 'D'accord'	Diff. Aut.2012 - Pr.2012	Total 'D'accord'	Diff. Aut.2012 - Pr.2012	Total 'D'accord'	Diff. Aut.2012 - Pr.2012	Total 'D'accord'	Diff. Aut.2012 - Pr.2012
	UE27	90%	<b>+1</b>	89%	<b>=</b>	81%	<b>-1</b>	40%	<b>=</b>
	BE	93%	<b>=</b>	90%	<b>=</b>	87%	<b>-5</b>	34%	<b>=</b>
	BG	91%	<b>-3</b>	91%	<b>-2</b>	68%	<b>-1</b>	44%	<b>+5</b>
	CZ	85%	<b>-4</b>	77%	<b>-1</b>	79%	<b>-2</b>	40%	<b>-6</b>
	DK	89%	<b>=</b>	62%	<b>-4</b>	77%	<b>-5</b>	46%	<b>+5</b>
	DE	94%	<b>+1</b>	87%	<b>-1</b>	89%	<b>-1</b>	37%	<b>=</b>
	EE	92%	<b>-1</b>	87%	<b>+2</b>	69%	<b>-2</b>	60%	<b>-2</b>
	IE	93%	<b>+5</b>	94%	<b>+4</b>	84%	<b>-2</b>	40%	<b>+7</b>
	EL	91%	<b>=</b>	94%	<b>-2</b>	66%	<b>-4</b>	45%	<b>+1</b>
	ES	94%	<b>=</b>	93%	<b>+1</b>	76%	<b>-1</b>	40%	<b>+3</b>
	FR	93%	<b>-1</b>	93%	<b>+1</b>	84%	<b>-5</b>	30%	<b>+3</b>
	IT	84%	<b>+2</b>	88%	<b>+1</b>	80%	<b>-3</b>	42%	<b>+1</b>
	CY	97%	<b>=</b>	97%	<b>+1</b>	87%	<b>+4</b>	14%	<b>+1</b>
	LV	92%	<b>+1</b>	80%	<b>-2</b>	78%	<b>-5</b>	48%	<b>+4</b>
	LT	91%	<b>-3</b>	92%	<b>-3</b>	83%	<b>+3</b>	60%	<b>-5</b>
	LU	96%	<b>=</b>	76%	<b>+2</b>	86%	<b>+4</b>	32%	<b>-5</b>
	HU	90%	<b>+1</b>	84%	<b>=</b>	82%	<b>-2</b>	57%	<b>=</b>
	MT	95%	<b>+1</b>	91%	<b>-1</b>	89%	<b>-3</b>	25%	<b>-13</b>
	NL	88%	<b>-2</b>	87%	<b>-2</b>	77%	<b>-2</b>	29%	<b>+2</b>
	AT	78%	<b>-4</b>	75%	<b>-2</b>	76%	<b>=</b>	35%	<b>-5</b>
	PL	91%	<b>+2</b>	92%	<b>+2</b>	81%	<b>+6</b>	56%	<b>+7</b>
	PT	84%	<b>-3</b>	89%	<b>+1</b>	76%	<b>-2</b>	55%	<b>+1</b>
	RO	88%	<b>+3</b>	89%	<b>+2</b>	68%	<b>+6</b>	51%	<b>-1</b>
	SI	92%	<b>-5</b>	87%	<b>-6</b>	88%	<b>-3</b>	49%	<b>+1</b>
	SK	91%	<b>-4</b>	82%	<b>-3</b>	84%	<b>-6</b>	39%	<b>-8</b>
	FI	92%	<b>+3</b>	97%	<b>+5</b>	87%	<b>+3</b>	61%	<b>+3</b>
	SE	89%	<b>-2</b>	92%	<b>=</b>	86%	<b>+3</b>	52%	<b>-3</b>
	UK	85%	<b>-2</b>	88%	<b>=</b>	79%	<b>-3</b>	32%	<b>-4</b>

**Les personnes les plus favorisées, et celles qui ont étudié le plus longtemps, sont globalement plus favorables à chacune de ces propositions.** Toutefois, les cadres ne sont plus que 79% (-7 points par rapport au printemps 2012) à considérer que les mesures à prendre pour réduire la dette et le déficit public ne peuvent pas être retardées (pour 77% des chômeurs, +2).

Les personnes qui considèrent que la mondialisation est une opportunité sont également plus nombreuses à penser que les Etats membres devraient travailler davantage ensemble (94%, pour 86% qui sont d'un avis contraire), que leur pays a besoin de réformes (91%, pour 86%) et que la réduction du déficit public et de la dette de leur pays ne peut pas être retardée (86%, pour 78%).

C'est aussi l'opinion des personnes qui déclarent que l'Union européenne peut défendre ses intérêts économiques. Elles sont ainsi 95% (pour 83% de celles qui pensent le contraire) à soutenir une plus forte collaboration des Etats membres, 92% (pour 85%) à penser que leur pays a besoin de réformes et 86% (pour 75%) à considérer que les mesures pour réduire l'endettement ne peuvent pas être retardées.

QC4 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

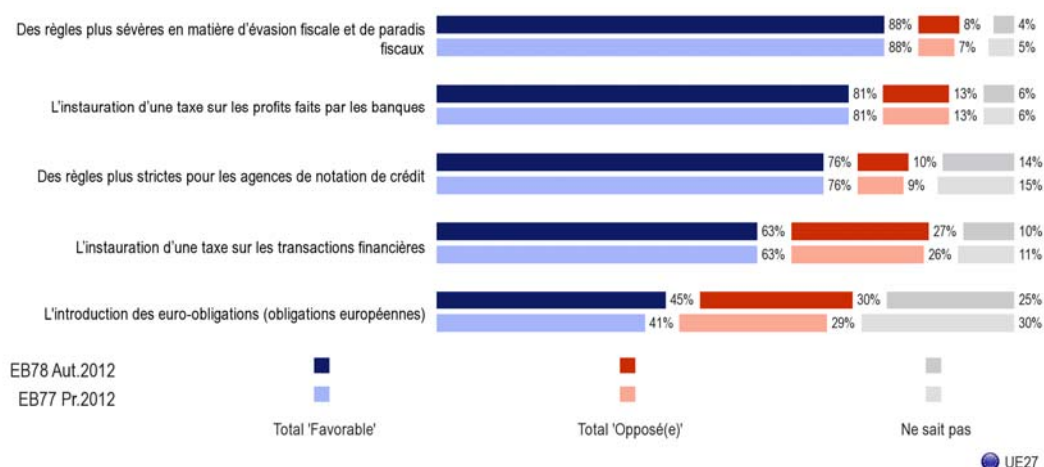
	Les Etats membres de l'UE devraient travailler davantage ensemble pour combattre la crise financière et économique			(NOTRE PAYS) a besoin de réformes pour faire face au futur			(SPLIT A) Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne peuvent pas être retardées			(SPLIT B) Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne sont pas une priorité pour le moment		
	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Ne sait pas	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Ne sait pas	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Ne sait pas	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Ne sait pas
UE27	90%	7%	3%	89%	8%	3%	81%	13%	6%	40%	53%	7%
<b>Sexe</b>												
Homme	91%	7%	2%	89%	8%	3%	80%	16%	4%	41%	53%	6%
Female	89%	7%	4%	88%	8%	4%	80%	12%	8%	39%	53%	8%
<b>Age</b>												
15-24	89%	7%	4%	89%	7%	4%	81%	10%	9%	38%	54%	8%
25-39	90%	7%	3%	90%	7%	3%	79%	15%	6%	42%	51%	7%
40-54	91%	6%	3%	89%	9%	2%	80%	16%	4%	40%	55%	5%
55 +	89%	7%	4%	88%	8%	4%	82%	12%	6%	40%	52%	8%
<b>Age de fin d'études</b>												
15-	86%	9%	5%	86%	10%	4%	79%	14%	7%	41%	48%	11%
16-19	90%	7%	3%	89%	8%	3%	81%	13%	6%	42%	51%	7%
20+	92%	6%	2%	90%	8%	2%	81%	15%	4%	38%	58%	4%
Toujours étudiant	91%	6%	3%	90%	7%	3%	81%	11%	8%	38%	55%	7%
<b>Catégorie socioprofessionnelle</b>												
Indépendants	90%	7%	3%	90%	8%	2%	80%	17%	3%	35%	61%	4%
Cadres	94%	5%	1%	91%	7%	2%	79%	17%	4%	39%	58%	3%
Autres employés	90%	8%	2%	89%	9%	2%	84%	14%	2%	40%	56%	4%
Ouvriers	89%	8%	3%	87%	9%	4%	80%	13%	7%	43%	50%	7%
Hommes/ femmes au foyer	89%	7%	4%	87%	8%	5%	81%	10%	9%	40%	49%	11%
Chômeurs	89%	6%	5%	88%	7%	5%	77%	15%	8%	44%	45%	11%
Retraités	89%	7%	4%	88%	8%	4%	82%	12%	6%	40%	51%	9%
Etudiants	91%	6%	3%	90%	7%	3%	81%	11%	8%	38%	55%	7%

## 2. QUELLES MESURES POUR REFORMER LE SYSTEME ECONOMIQUE ET FINANCIER

Il a été demandé aux personnes interrogées pour cette enquête de donner leur avis concernant cinq mesures qui pourraient être prises par l'Union européenne afin de réformer les marchés financiers mondiaux.<sup>10</sup>

Comme on l'observait déjà lors des enquêtes Eurobaromètre du printemps 2012 et de l'automne 2011, **la majorité des personnes interrogées se déclare favorable aux cinq mesures testées. Pour quatre des cinq mesures, la proportion de réponses « favorable » est même identique à celle enregistrée au printemps 2012.** Seule l'introduction des euro-obligations a progressé en six mois (45%, +4 points).

QC7. En pensant à la réforme des marchés financiers mondiaux, pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune de mesures suivantes que l'UE devrait prendre.



Notons également que les personnes interrogées dans la zone euro sont plus nombreuses qu'en dehors de celle-ci à approuver ces cinq mesures. C'est avant tout le cas de **l'instauration d'une taxe sur les transactions financières** (respectivement 71% et 48%), mais aussi de **règles plus strictes pour les agences de notation de crédit** (79%, pour 71%) et de **l'instauration d'une taxe sur les profits faits par les banques** (83%, pour 78%). On le remarque également, mais dans une moindre mesure, en ce qui concerne **des règles plus sévères en matière d'évasion fiscale et de paradis fiscaux** (89%, pour 86%) et pour **l'introduction des euro-obligations** (46%, pour 44%).

La mesure à laquelle les Européens sont les plus favorables (**des règles plus sévères en matière d'évasion fiscale et de paradis fiscaux, UE27 88%**) obtient un soutien particulièrement important en Grèce (97%), à Chypre (96%) et en Slovaquie (95%).

<sup>10</sup> QC7 En pensant à la réforme des marchés financiers mondiaux, pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune de mesures suivantes que l'UE devrait prendre : Des règles plus sévères en matière d'évasion fiscale et de paradis fiscaux ; L'instauration d'une taxe sur les profits faits par les banques ; L'instauration d'une taxe sur les transactions financières ; L'introduction des euro-obligations (obligations européennes) ; Des règles plus strictes pour les agences de notation de crédit.

C'est en Autriche qu'elle évolue le plus négativement (89%, -6 points), tandis qu'elle gagne quatre points en Slovénie (92%) et en Pologne (79%).





























C'est en Grèce (98%), à Chypre (91%), en Allemagne (88%) et en République tchèque (87%) que l'on soutient le plus **l'instauration d'une taxe sur les profits faits par les banques (UE27 81%)** et c'est en Bulgarie que son taux de citation a le plus diminué depuis le printemps 2012 (75%, -10 points).

**Des règles plus strictes pour les agences de notation de crédit (UE27 76%)** sont mentionnées en plus grand nombre en Belgique et en Suède (86% chacun), en Grèce et en Slovaquie (85% chacun) et c'est à Chypre que cette mesure enregistre la plus forte progression (80%, +7 points), suivie de la Finlande (84%, +5 points) et de la Pologne (63%, +5 points).

Les personnes interrogées les plus favorables à **l'instauration d'une taxe sur les transactions financières (UE27 63%)** résident en Allemagne et en Autriche (81% chacun) ainsi qu'en France et au Portugal (77% chacun). C'est en Hongrie que l'opinion a le plus évolué favorablement à l'égard de cette mesure (39%, +6 points) et en Slovénie qu'elle a au contraire perdu le plus de soutien (56%, -10 points).

Enfin, s'agissant de **l'introduction des euro-obligations**, soutenue par **45% des Européens** (contre 30% qui y sont opposés), elle est davantage soutenue en Belgique (67%), en Grèce (63%) ainsi qu'en Italie, en Hongrie et au Portugal (56% dans les trois cas). Elle a particulièrement progressé en Espagne (51%, +13 points) et en Hongrie (56%, +12 points).

QC7 En pensant à la réforme des marchés financiers mondiaux, pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune de mesures suivantes que l'UE devrait prendre.

		Des règles plus sévères en matière d'évasion fiscale et de paradis fiscaux		L'instauration d'une taxe sur les profits faits par les banques		Des règles plus strictes pour les agences de notation de crédit		L'instauration d'une taxe sur les transactions financières		L'introduction des euro-obligations (obligations européennes)	
		Total 'Favorable'	Diff. Aut.2012 - Pr.2012	Total 'Favorable'	Diff. Aut.2012 - Pr.2012	Total 'Favorable'	Diff. Aut.2012 - Pr.2012	Total 'Favorable'	Diff. Aut.2012 - Pr.2012	Total 'Favorable'	Diff. Aut.2012 - Pr.2012
	UE27	88%	=	81%	=	76%	=	63%	=	45%	+4
	Zone euro	89%	-1	83%	-1	79%	=	71%	+1	46%	+5
	Hors-zone euro	86%	+1	78%	+1	71%	+1	48%	-1	44%	+3
	BE	90%	+1	84%	+1	86%	=	69%	+4	67%	+3
	BG	81%	-3	75%	-10	69%	-2	51%	-8	44%	-3
	CZ	91%	-1	87%	+1	78%	+3	60%	+1	49%	-1
	DK	93%	-1	76%	-2	74%	+2	58%	-4	47%	+1
	DE	94%	=	88%	-1	82%	-1	81%	+1	26%	=
	EE	81%	=	74%	+2	71%	+3	44%	-2	30%	-1
	IE	86%	-4	85%	-5	81%	+2	45%	-7	54%	+1
	EL	97%	=	98%	+1	85%	+2	71%	-1	63%	+7
	ES	92%	-1	83%	+2	79%	+4	67%	+3	51%	+13
	FR	89%	-1	84%	-3	76%	=	77%	-1	51%	+7
	IT	80%	-3	77%	+1	74%	+1	69%	+3	56%	+4
	CY	96%	-1	91%	-1	80%	+7	65%	+4	43%	+7
	LV	66%	+2	68%	+4	65%	-3	46%	+1	30%	+2
	LT	75%	-1	80%	=	70%	-1	59%	=	36%	+3
	LU	74%	+1	71%	=	73%	-1	59%	-2	51%	+4
	HU	89%	+1	74%	=	81%	+3	39%	+6	56%	+12
	MT	82%	+1	52%	+1	55%	+3	24%	-9	42%	+4
	NL	94%	+1	71%	-2	82%	+2	31%	-1	39%	+1
	AT	89%	-6	78%	-3	84%	-4	81%	+1	40%	-8
	PL	79%	+4	76%	+3	63%	+5	50%	-2	52%	+4
	PT	85%	=	85%	+1	77%	+1	77%	+4	56%	+6
	RO	88%	+1	79%	=	58%	+2	64%	+2	44%	-5
	SI	92%	+4	85%	+2	78%	+2	56%	-10	46%	+1
	SK	95%	-2	84%	-3	85%	+2	66%	-6	52%	-3
	FI	93%	+3	73%	-5	84%	+5	56%	-5	30%	-7
	SE	94%	+1	79%	+1	86%	=	49%	-3	36%	-2
	UK	86%	-2	78%	+1	76%	-1	39%	+1	37%	+5

A l'instar de ce que l'on observait déjà au printemps 2012, **l'analyse sociodémographique** met en évidence que les hommes sont plus nombreux à se dire favorables à l'introduction des euro-obligations (49%, pour 41% des femmes), à des règles plus strictes pour les agences de notation de crédit (79%, pour 74%) et à l'introduction d'une taxe sur les transactions financières (65%, pour 61%). On doit néanmoins préciser que ces différences entre hommes et femmes sont principalement dues à des taux de non réponse plus importants parmi ces dernières.



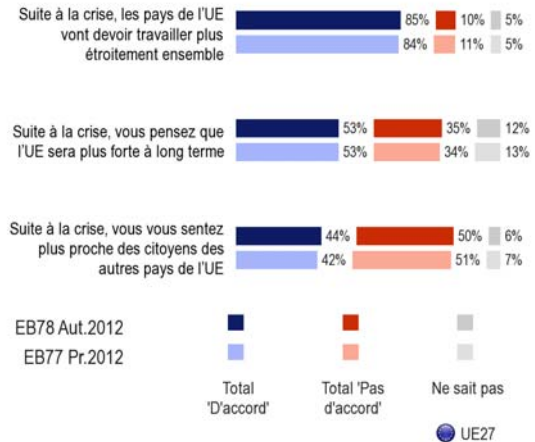
On remarque également que les catégories les plus favorisées se déclarent plus favorables aux différentes mesures proposées. C'est par exemple le cas des indépendants et des employés (51% chacun), mais aussi des cadres (50%, pour 40% des retraités et des personnes au foyer) qui se disent favorables aux euro-obligations. Les cadres sont également 83% (pour 70% des personnes au foyer) à soutenir des règles plus strictes pour les agences de notation de crédit ; ils sont 93% (pour 86% des personnes au foyer) à être favorables à des règles plus sévères en matière d'évasion fiscale et de paradis fiscaux ; 86% (pour 79% des ouvriers et des personnes au foyer) à l'introduction d'une taxe sur les profits faits par les banques ; et 67%, avec les indépendants (pour 61% des ouvriers) à une taxe sur les transactions financières.

## VI. L'IMPACT À VENIR DE LA CRISE SUR L'UE ET LES EUROPÉENS

Afin de mesurer une vision plus globale que les Européens peuvent avoir du futur de l'Union européenne, quatre ans après le début de la crise financière et économique, il leur a été demandé de répondre à trois questions sur les conséquences de cette crise sur l'UE.<sup>11</sup>

Plus de huit personnes sur dix (**85%, +1 point** depuis l'enquête Eurobaromètre du printemps 2012) estiment que, suite à la crise, **les Etats membres de l'UE vont devoir travailler plus étroitement ensemble**. Cette opinion de la nécessité d'une collaboration entre les 27 pays de l'Union européenne est un sentiment largement partagé, et un peu plus répandu dans les pays de la zone euro (86%, pour 82% en dehors de celle-ci). Il est particulièrement présent à Chypre (95%), en Allemagne (92%), ainsi qu'au Luxembourg et en Belgique (91% chacun) et c'est à Malte que l'opinion a le plus progressé sur ce point (88%, +7 points).

QC4. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.



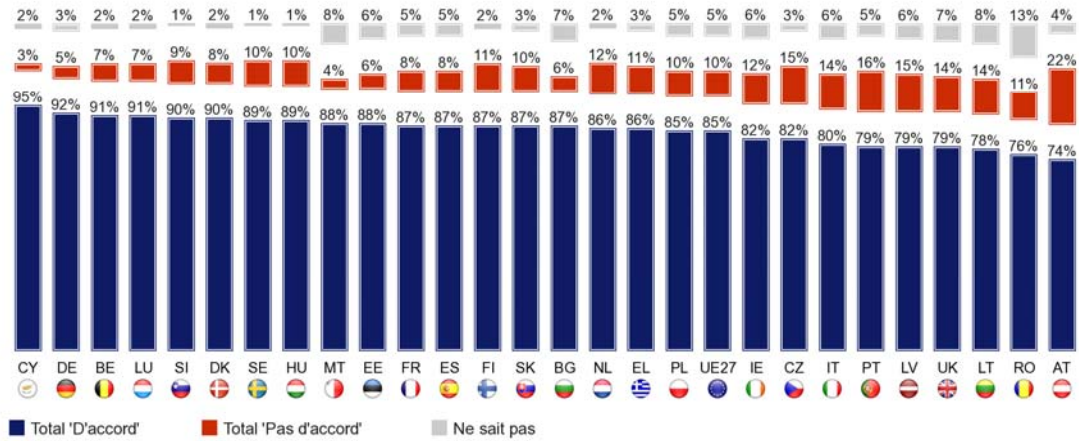
Les personnes interrogées sont également une majorité (**53%, stable**) à penser que, suite à cette crise, **l'UE sera plus forte à long terme**. C'est un avis un peu plus partagé dans les pays NEM12 (55%, pour 52% dans les pays UE15). Et on l'observe plus particulièrement en Irlande (65%), en Estonie (64%), en Pologne et en Bulgarie (62% chacun) ainsi qu'en Finlande (61%). C'est d'ailleurs en Irlande que l'opinion des personnes interrogées a le plus évolué dans ce sens (65%, +14 points), mais aussi en Bulgarie (62%, +11 points).

Enfin, la moitié des personnes interrogées (**50%, -1 point**) déclare, **suite à la crise, ne pas se sentir plus proche des citoyens des autres Etats membres de l'UE**. Cette opinion est davantage exprimée en dehors de la zone euro (55%, pour 47% dans la zone euro), et plus particulièrement au sein de pays situés dans la partie nord et est de l'Europe : au Danemark (74%), en Suède (65%), mais aussi en République tchèque (65% également) ou en Hongrie (63%). Les personnes qui déclarent moins volontiers ce sentiment qu'il y a six mois (et qui se sentent donc plus proches des citoyens des autres Etats membres) se retrouvent surtout en Bulgarie (46%, -7 points) et au Portugal (37%, -6 points).

<sup>11</sup> QC4.6 à QC4.8 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes : Suite à la crise, vous pensez que l'UE sera plus forte à long terme ; Suite à la crise, vous vous sentez plus proche des citoyens des autres Etats membres de l'UE ; Suite à la crise, les Etats membres de l'UE vont devoir travailler plus étroitement ensemble.

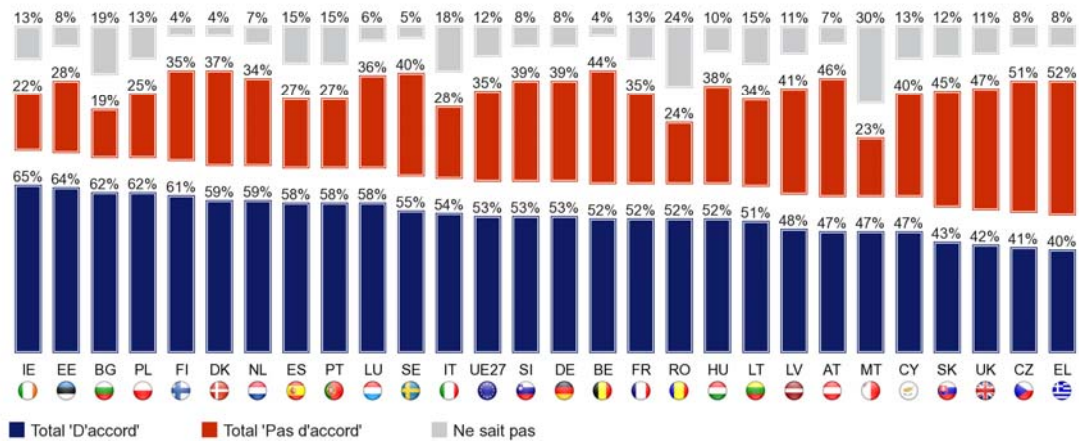
QC4.8. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

Suite à la crise, les pays de l'UE vont devoir travailler plus étroitement ensemble



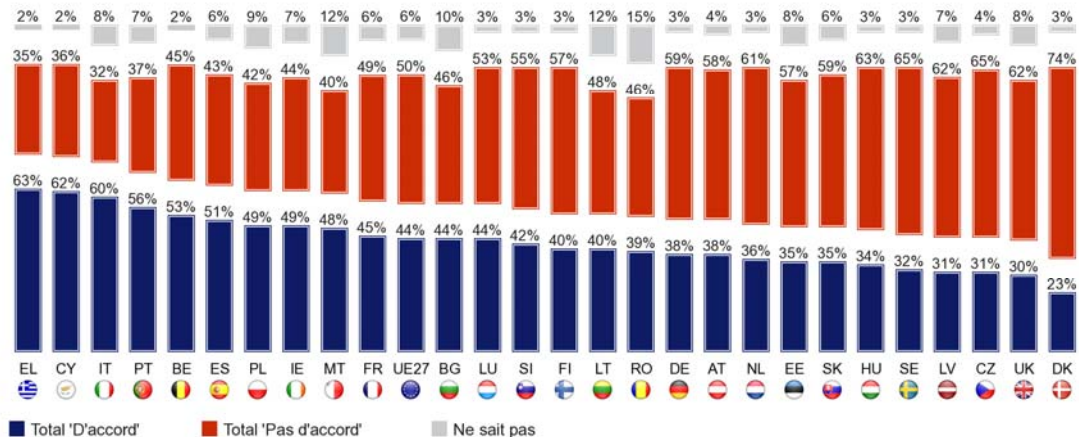
QC4.6. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

Suite à la crise, vous pensez que l'UE sera plus forte à long terme































QC4.7. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

Suite à la crise, vous vous sentez plus proche des citoyens des autres pays de l'UE








**QC4 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.**

		Suite à la crise, les pays de l'UE vont devoir travailler plus étroitement ensemble		Suite à la crise, vous pensez que l'UE sera plus forte à long terme		Suite à la crise, vous vous sentez plus proche des citoyens des autres pays de l'UE	
		Total 'D'accord'	Diff. Aut.2012 - Pr.2012	Total 'D'accord'	Diff. Aut.2012 - Pr.2012	Total 'D'accord'	Diff. Aut.2012 - Pr.2012
	UE27	85%	<b>+1</b>	53%	<b>=</b>	44%	<b>+2</b>
	BE	91%	<b>+2</b>	52%	<b>-9</b>	53%	<b>+4</b>
	BG	87%	<b>+3</b>	62%	<b>+11</b>	44%	<b>+6</b>
	CZ	82%	<b>+2</b>	41%	<b>+1</b>	31%	<b>+1</b>
	DK	90%	<b>=</b>	59%	<b>-3</b>	23%	<b>-4</b>
	DE	92%	<b>+1</b>	53%	<b>+1</b>	38%	<b>+1</b>
	EE	88%	<b>+5</b>	64%	<b>-2</b>	35%	<b>=</b>
	IE	82%	<b>+6</b>	65%	<b>+14</b>	49%	<b>+7</b>
	EL	86%	<b>-1</b>	40%	<b>-4</b>	63%	<b>+4</b>
	ES	87%	<b>=</b>	58%	<b>=</b>	51%	<b>+2</b>
	FR	87%	<b>=</b>	52%	<b>-3</b>	45%	<b>+2</b>
	IT	80%	<b>+2</b>	54%	<b>=</b>	60%	<b>+2</b>
	CY	95%	<b>-2</b>	47%	<b>-8</b>	62%	<b>-5</b>
	LV	79%	<b>+1</b>	48%	<b>+1</b>	31%	<b>+4</b>
	LT	78%	<b>-5</b>	51%	<b>-2</b>	40%	<b>-1</b>
	LU	91%	<b>-2</b>	58%	<b>+2</b>	44%	<b>+4</b>
	HU	89%	<b>+4</b>	52%	<b>+5</b>	34%	<b>+5</b>
	MT	88%	<b>+7</b>	47%	<b>-2</b>	48%	<b>+6</b>
	NL	86%	<b>-2</b>	59%	<b>=</b>	36%	<b>-1</b>
	AT	74%	<b>-1</b>	47%	<b>+3</b>	38%	<b>+2</b>
	PL	85%	<b>+3</b>	62%	<b>+6</b>	49%	<b>+1</b>
	PT	79%	<b>+3</b>	58%	<b>+1</b>	56%	<b>+9</b>
	RO	76%	<b>=</b>	52%	<b>+1</b>	39%	<b>-3</b>
	SI	90%	<b>=</b>	53%	<b>+1</b>	42%	<b>-2</b>
	SK	87%	<b>-3</b>	43%	<b>-6</b>	35%	<b>-1</b>
	FI	87%	<b>+3</b>	61%	<b>=</b>	40%	<b>-2</b>
	SE	89%	<b>=</b>	55%	<b>-5</b>	32%	<b>-4</b>
	UK	79%	<b>=</b>	42%	<b>-2</b>	30%	<b>+1</b>

**On n'observe pas de différence fondamentale entre les différentes catégories sociodémographiques sur ces questions.** Notons néanmoins que les personnes qui considèrent que la mondialisation est une opportunité sont plus nombreuses à considérer que, suite à la crise, l'UE sera plus forte à long terme (64%, pour 42% qui sont d'un avis contraire), à se sentir plus proches des citoyens des autres Etats membres l'UE (50%, pour 39%) et à penser que les différents Etats membres vont devoir travailler plus étroitement ensemble (91%, pour 80%). C'est également beaucoup plus l'opinion des personnes qui déclarent que l'Union européenne peut défendre ses intérêts économiques. Elles sont ainsi 67% (pour 32% de celles qui pensent le contraire) à penser que l'UE sera plus forte à long terme, 54% (pour 31%) à se sentir plus proches des citoyens des autres Etats membres de l'UE et 91% (pour 78%) à penser que les Etats membres vont devoir collaborer davantage.










QC4 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

	Suite à la crise, les pays de l'UE vont devoir travailler plus étroitement ensemble			Suite à la crise, vous pensez que l'UE sera plus forte à long terme			Suite à la crise, vous vous sentez plus proche des citoyens des autres pays de l'UE		
	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Ne sait pas	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Ne sait pas	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Ne sait pas
UE27	85%	10%	5%	53%	35%	12%	44%	50%	6%
 <b>Sexe</b>									
Homme	86%	10%	4%	54%	36%	10%	44%	51%	5%
Femme	83%	11%	6%	52%	34%	14%	43%	50%	7%
 <b>Age</b>									
15-24	85%	10%	5%	58%	31%	11%	41%	52%	7%
25-39	85%	10%	5%	53%	36%	11%	43%	51%	6%
40-54	85%	11%	4%	51%	37%	12%	45%	50%	5%
55 +	84%	10%	6%	52%	34%	14%	44%	48%	8%
 <b>Age de fin d'études</b>									
15-	80%	12%	8%	49%	34%	17%	41%	50%	9%
16-19	85%	10%	5%	52%	36%	12%	43%	51%	6%
20+	88%	9%	3%	55%	37%	8%	47%	49%	4%
Toujours étudiant	88%	8%	4%	60%	29%	11%	44%	50%	6%
 <b>Echelle d'occupation</b>									
Indépendants	86%	11%	3%	50%	40%	10%	46%	49%	5%
Cadres	89%	8%	3%	56%	36%	8%	42%	54%	4%
Autres employés	86%	11%	3%	54%	36%	10%	48%	48%	4%
Ouvriers	83%	12%	5%	51%	37%	12%	42%	52%	6%
Hommes/ femmes au foyer	83%	11%	6%	54%	30%	16%	43%	48%	9%
Chômeurs	82%	11%	7%	51%	35%	14%	44%	49%	7%
Retraités	83%	10%	7%	51%	35%	14%	43%	49%	8%
Etudiants	88%	8%	4%	60%	29%	11%	44%	50%	6%
 <b>Difficultés à payer ses factures</b>									
La plupart du temps	79%	14%	7%	44%	40%	16%	41%	51%	8%
De temps en temps	82%	12%	6%	52%	34%	14%	47%	46%	7%
Pratiquement jamais	88%	8%	4%	55%	34%	11%	43%	52%	5%
<b>La mondialisation est une opportunité</b>									
D'accord	91%	7%	2%	64%	29%	7%	50%	47%	3%
Pas d'accord	80%	16%	4%	42%	48%	10%	39%	56%	5%
<b>Ma voix compte dans l'UE</b>									
D'accord	92%	6%	2%	72%	21%	7%	60%	37%	3%
Pas d'accord	82%	13%	5%	44%	43%	13%	36%	58%	6%
<b>L'UE peut défendre ses intérêts économiques</b>									
Plutôt d'accord	91%	7%	2%	67%	25%	8%	54%	42%	4%
Plutôt pas d'accord	78%	19%	3%	32%	62%	6%	31%	66%	3%

Voici également les résultats présentés par critères sociodémographiques dans les six plus grands pays de l'UE, ainsi que dans trois pays particulièrement affectés par la crise économique et financière.

**QC4.7** Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

Suite à la crise, vous vous sentez plus proche des citoyens des autres Etats membres de l'UE

	DE	ES	FR	IT	PL	UK	EL	PT	IE
									
	Total 'D'accord'	Total 'D'accord'	Total 'D'accord'	Total 'D'accord'	Total 'D'accord'	Total 'D'accord'	Total 'D'accord'	Total 'D'accord'	Total 'D'accord'
<b>Sexe</b>									
Homme	37%	52%	46%	58%	53%	33%	65%	57%	50%
Femme	40%	50%	45%	61%	47%	27%	62%	54%	48%
<b>Age</b>									
15-24	36%	52%	31%	59%	47%	37%	58%	59%	47%
25-39	33%	53%	39%	58%	49%	31%	66%	56%	45%
40-54	35%	53%	50%	65%	50%	27%	67%	59%	48%
55 +	43%	48%	52%	57%	51%	27%	61%	52%	57%
<b>Age de fin d'étude</b>									
15-	35%	46%	41%	51%	46%	26%	55%	53%	44%
16-19	35%	53%	45%	66%	50%	28%	68%	64%	49%
20+	45%	55%	51%	62%	48%	35%	66%	58%	56%
Etudiants	41%	57%	30%	65%	43%	36%	63%	61%	39%
<b>Catégorie socioprofessionnelle</b>									
Indépendants	30%	56%	47%	58%	43%	38%	58%	54%	54%
Cadres	42%	52%	52%	66%	48%	25%	75%	61%	49%
Autres employés	36%	55%	42%	66%	55%	34%	67%	56%	64%
Ouvriers	33%	52%	43%	55%	47%	35%	67%	59%	52%
Hommes/ femmes au foyer	43%	37%	32%	63%	61%	20%	59%	40%	46%
Chômeurs	26%	53%	44%	50%	48%	33%	66%	57%	40%
Retraités	44%	49%	53%	56%	50%	22%	64%	54%	54%
Etudiants	41%	57%	30%	65%	43%	36%	63%	61%	39%

## SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 3 et le 18 novembre 2012, TNS Opinion & Social, un consortium créé entre TNS plc et TNS opinion, a réalisé la vague 78.1 de l'enquête EUROBAROMÈTRE à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, direction générale de la communication, unité « Recherche et speechwriting ».

La vague 78.1 est l'enquête EUROBAROMÈTRE STANDARD 78 et couvre la population de 15 ans et plus ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne et résidant dans un des Pays membres de l'Union européenne.

L'enquête EUROBAROMETRE STANDARD 78 a été conduite également dans les six pays candidats (la Croatie, la Turquie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, l'Islande et la Serbie) et en Communauté chypriote turque. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire.

Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (*Computer Assisted Personal Interview*) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Marges statistiques dues au processus d'échantillonnage (au niveau de confiance de 95%)											
<i>tailles d'échantillon en lignes</i>						<i>résultats observés en colonnes</i>					
	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	
	95%	90%	85%	80%	75%	70%	65%	60%	55%	50%	
N=50	6,0	8,3	9,9	11,1	12,0	12,7	13,2	13,6	13,8	13,9	N=50
N=500	1,9	2,6	3,1	3,5	3,8	4,0	4,2	4,3	4,4	4,4	N=500
N=1000	1,4	1,9	2,2	2,5	2,7	2,8	3,0	3,0	3,1	3,1	N=1000
N=1500	1,1	1,5	1,8	2,0	2,2	2,3	2,4	2,5	2,5	2,5	N=1500
N=2000	1,0	1,3	1,6	1,8	1,9	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	N=2000
N=3000	0,8	1,1	1,3	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,8	1,8	N=3000
N=4000	0,7	0,9	1,1	1,2	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	N=4000
N=5000	0,6	0,8	1,0	1,1	1,2	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	N=5000
N=6000	0,6	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	N=6000
N=7000	0,5	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	N=7000
N=7500	0,5	0,7	0,8	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	N=7500
N=8000	0,5	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	N=8000
N=9000	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	N=9000
N=10000	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	N=10000
N=11000	0,4	0,6	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	N=11000
N=12000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	N=12000
N=13000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	N=13000
N=14000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	N=14000
N=15000	0,3	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	N=15000
	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	
	95%	90%	85%	80%	75%	70%	65%	60%	55%	50%	



ABR.	PAYS	INSTITUTS	N°	DATES		POPULATION
			INTERVIEWS	TERRAIN	15+	
BE	Belgique	TNS Dimarso	1.031	03/11/2012	18/11/2012	8.866.411
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.020	03/11/2012	11/11/2012	6.584.957
CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1.003	03/11/2012	14/11/2012	8.987.535
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.001	03/11/2012	18/11/2012	4.533.420
DE	Allemagne	TNS Infratest	1.562	03/11/2012	18/11/2012	64.545.601
EE	Estonie	Emor	1.003	03/11/2012	18/11/2012	916.000
IE	Irlande	IMS Millward Brown	1.000	03/11/2012	18/11/2012	3.375.399
EL	Grèce	TNS ICAP	1.001	03/11/2012	17/11/2012	8.693.566
ES	Espagne	TNS Demoscopia	1.006	03/11/2012	18/11/2012	39.035.867
FR	France	TNS Sofres	1.008	03/11/2012	18/11/2012	47.620.942
IT	Italie	TNS Infratest	1.032	03/11/2012	18/11/2012	51.252.247
CY	Rép. de Chypre	Synovate	503	03/11/2012	18/11/2012	651.400
LV	Lettonie	TNS Latvia	1.011	03/11/2012	18/11/2012	1.448.719
LT	Lituanie	TNS LT	1.019	03/11/2012	18/11/2012	2.849.359
LU	Luxembourg	TNS ILReS	502	03/11/2012	17/11/2012	404.907
HU	Hongrie	TNS Hoffmann Kft	1.028	03/11/2012	18/11/2012	8.320.614
MT	Malte	MISCO	500	03/11/2012	18/11/2012	335.476
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.016	03/11/2012	18/11/2012	13.288.200
AT	Autriche	Österreichisches Gallup-Institut	993	03/11/2012	18/11/2012	6.973.277
PL	Pologne	TNS OBOP	1.000	03/11/2012	18/11/2012	32.306.436
PT	Portugal	TNS EUROTESTE	1.015	03/11/2012	18/11/2012	8.080.915
RO	Roumanie	TNS CSOP	1.014	03/11/2012	13/11/2012	18.246.731
SI	Slovénie	RM PLUS	1.014	03/11/2012	18/11/2012	1.748.308
SK	Slovaquie	TNS Slovakia	1.000	03/11/2012	18/11/2012	4.549.954
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	1.007	03/11/2012	18/11/2012	4.412.321
SE	Suède	TNS GALLUP	1.029	03/11/2012	18/11/2012	7.723.931
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.304	03/11/2012	18/11/2012	51.081.866
TOTAL UE27			26.622	03/11/2012	18/11/2012	406.834.359
CY(tcc)	Comm. chypriote turque	Kadem	500	03/11/2012	18/11/2012	143.226
HR	Croatie	Puls	1.000	03/11/2012	18/11/2012	3.749.400
TR	Turquie	TNS PIAR	1.000	03/11/2012	18/11/2012	52.728.513
MK	Ancienne Rép. yougoslave de Macédoine	TNS Brima	1.056	03/11/2012	09/11/2012	1.678.404
IS	Islande	Capacent	502	03/11/2012	18/11/2012	252.277
ME	Monténégro	TNS Medium Gallup	1.017	03/11/2012	15/11/2012	492.265
RS	Serbie	TNS Medium Gallup	1.034	03/11/2012	15/11/2012	6.409.693
TOTAL			32.731	03/11/2012	18/11/2012	472.288.137